

# Bulletin du STATEC 9-2004

## Démographie des entreprises 1997-2001

### Résultats et méthodologie

Introduction	325
1. Considérations générales	326
2. Événements démographiques affectant l'entreprise et règles de continuité	330
3. Entreprises actives	332
4. Création d'entreprises	339
5. Survie des entreprises nouvelles	347
6. Cessation d'entreprises	352
7. Dynamique de la population des entreprises actives	359
Conclusion	361



# Démographie des entreprises 1997-2001

## Résultats et méthodologie

### Table des matières

Introduction	325
1. Considérations générales	326
1.1 Sources statistiques	326
1.2 Bases légales	326
1.3 Unité statistique	326
1.3.1 Définition	326
1.3.2 Difficultés pratiques	327
1.4 Couverture	328
1.4.1 Période	328
1.4.2 Entreprises	328
1.4.3 Activités économiques (NACE)	328
1.4.4 Emploi salarié	328
2. Événements démographiques affectant l'entreprise et règles de continuité	330
2.1 Typologie des événements démographiques	330
2.2 Règles de continuité applicables aux entreprises	331
2.2.1 Critères de continuité	331
2.2.2 Réactivations	331
3. Entreprises actives	332
3.1 Définition	332
3.2 Pourquoi faut-il déterminer les populations annuelles des entreprises actives?	332
3.3 Comment peut-on déterminer les populations annuelles des entreprises actives?	332
3.4 Difficultés pratiques	332
3.4.1 Détection des liens entre unités légales	332
3.4.2 Problème des micro-entreprises	333
3.5 Résultats et commentaires	334
4. Création d'entreprises	339
4.1 Définition	339
4.2 Méthodologie pour repérer les entreprises créées	339
4.3 Résultats et commentaires	339
5. Survie des entreprises nouvelles	347
5.1 Définition	347
5.2 Méthodologie pour repérer les entreprises survivantes	347
5.3 Résultats et commentaires	348
6. Cessation d'entreprises	352
6.1 Définition	352
6.2 Méthodologie pour repérer les entreprises ayant cessé l'activité	352
6.3 Résultats et commentaires	352
7. Dynamique de la population des entreprises actives	359
Conclusion	361



# Démographie des entreprises 1997-2001

## Résultats et méthodologie

### Introduction

Cette publication est la première sur la démographie des entreprises au Grand-Duché de Luxembourg. Elle vise à fournir pour différentes branches d'activité économique les informations statistiques suivantes:

- le nombre annuel d'entreprises actives et son évolution au cours du temps (changement net et volatilité)
- le nombre annuel d'entreprises réellement créées (créations) et leur contribution à l'emploi salarié
- la survie au cours du temps des entreprises créées et leur croissance en termes d'emploi salarié
- le nombre annuel d'entreprises ayant cessé l'activité (cessations) et leur incidence en termes de perte de postes d'emploi salarié.

Les informations statistiques présentées sont issues d'une participation du STATEC au projet pilote européen « Démographie des entreprises » lequel a été lancé par Eurostat (en collaboration avec la Direction Générale des Entreprises de la Commission Européenne) après le Conseil de Lisbonne en 2000. Celui-ci a fixé l'objectif stratégique de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » en appliquant des politiques instaurant un environnement favorable à la création et au développement des entreprises. Le Conseil a invité la Commission européenne à élaborer un rapport de synthèse annuel basé sur une série d'indicateurs structurels qui fournissent aux décideurs politiques des informations leur permettant d'évaluer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de Lisbonne. Parmi la sélection actuelle des indicateurs à développer et à utiliser dans les rapports, trois sont spécifiques à la démographie des entreprises:

- taux de création des entreprises;
- taux de cessation des entreprises;
- taux de survie des entreprises nouvelles.

L'objectif de ce projet est la production et la collecte de données comparables sur la démographie des entreprises au sein de l'Union européenne. Il repose sur une approche méthodologique harmonisée afin d'uniformiser méthodes et définitions. Actuellement, plusieurs Etats membres de l'UE et la Norvège (seul pays non-membre participant) ont participé à ce projet. Les résultats obtenus pour les deux premières collectes de données ont été publiés en

2004 par Eurostat (« Business demography in Europe – Results for 10 Member States<sup>1</sup> and Norway, Data 1997-2001, publication Eurostat Theme 4 Industry, trade and services »).

La « Démographie des entreprises » est un projet en phase de développement qui devra tôt ou tard aboutir à la production d'informations statistiques permettant de mesurer et d'évaluer l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise. A ce sujet, deux publications peuvent servir de référence:

- David B. Audretsch « Entrepreneurship, A survey of the literature » Enterprise Papers No 14, 2003, Direction Générale Entreprises, Commission Européenne
- « L'esprit d'entreprise en Europe », Livre Vert, Direction Générale Entreprises, Commission Européenne.

Notons également que le gouvernement luxembourgeois a chargé le professeur Fontagné de dresser un rapport sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, lequel fut présenté au grand public fin novembre 2004. Dans son rapport, le professeur Fontagné présente l'entrepreneuriat comme l'une des composantes-clés relatives à la compétitivité. Dans ce contexte, deux indicateurs liés à la démographie des entreprises seront envisagés:

- changement net de la population des entreprises (actives);
- volatilité de la population des entreprises (actives).

La présente publication est subdivisée en plusieurs parties. La partie 1 contient des informations sur les sources utilisées, les bases légales et la couverture des données. La partie 2 renseigne sur les principaux événements démographiques pouvant affecter une entreprise et les règles de continuité applicables à celle-ci. Les parties 3 à 6 présentent les notions méthodologiques, ainsi que les résultats suivis de commentaires pour chacun des sujets abordés par la démographie des entreprises (entreprises actives, création d'entreprises, survie des entreprises créées, cessation d'entreprises). La partie 7 met en évidence le dynamisme de la population des entreprises actives résultant de la création et cessation d'entreprises (changement net et volatilité de la population).

<sup>1</sup> Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Suède.

# 1. Considérations générales

## 1.1 Sources statistiques

Les informations statistiques ont été élaborées sur base des données du « Répertoire des entreprises » géré par le Statec. Pour certaines activités économiques (intermédiaires financiers, assurances, médecins, dentistes,...), des sources complémentaires (Commission de Surveillance du Secteur Financier – CSSF, Commissariat aux Assurances – CAA, Union des Caisses de Maladies – UCM) ont été utilisées pour améliorer la qualité des résultats obtenus.

Le répertoire des entreprises rassemble une multitude de renseignements sur la population des entreprises dont leur identité (identifiant, nom, adresse,...), leur activité économique principale (code NACE), ainsi que des variables telles que leur nombre de salariés et leur chiffre

d'affaires. Ces informations proviennent d'autres sources pouvant être regroupées en deux catégories:

- les sources administratives: le fichier signalétique T.V.A. de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, le fichier des employeurs de la Sécurité Sociale, le Répertoire général des personnes physiques et morales géré par le Centre Informatique de l'Etat (CIE);
- les sources statistiques: les enquêtes sur les activités économiques (questionnaires, recensements) et sur la valeur de la production nécessaires pour la classification par activité des entreprises.

## 1.2 Bases légales

La collecte des données sur la démographie des entreprises est actuellement dépourvue de base juridique particulière. La production de données démographiques est toutefois guidée par un manuel de recommandations élaboré par Eurostat. Signalons toutefois que la collecte de données sur la démographie des entreprises est déjà inscrite dans le règlement du Conseil (EC, EURATOM 58/97) du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises (règlement SSE). De même, des variables de base telles que le nombre de créations et de cessations d'entreprises avaient déjà été définies dans le règlement de la Commission (EC 2700/98) du 17 décembre 1998 relatif aux caractéristiques des statistiques structurelles sur les entreprises. Toutefois, ces informations ne sont requises que pour les secteurs de l'industrie et de la construction, les activités du secteur du service n'étant pas couvertes. Une révision du règlement SSE prévoit d'inclure les

variables démographiques couvrant toutes les activités économiques.

Le répertoire des entreprises, source principale pour la production de chiffres démographiques, trouve sa base légale dans le règlement du Conseil (CEE) n° 2186/93 du 22 juillet 1993 relatif à la coordination communautaire du développement des répertoires d'entreprises utilisés à des fins statistiques. En vertu de ce règlement, chaque Etat membre est tenu de mettre en place, à des fins statistiques, un ou plusieurs répertoires harmonisés reprenant toutes les entreprises exerçant une activité économique contribuant au produit intérieur brut aux prix du marché, les unités légales qui en répondent et les unités locales qui en dépendent. Sa gestion est guidée par un manuel de recommandations (CE, 2003) fournissant des orientations sur l'interprétation du règlement, ainsi que des informations visant l'orientation future.

## 1.3 Unité statistique

### 1.3.1 Définition

L'unité statistique retenue pour ce projet est l'entreprise. L'entreprise est définie dans le règlement du Conseil (CEE) n° 696/93 du 15 mars 1993 relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté comme « la plus petite combinaison d'unités légales<sup>1</sup> qui constitue une unité organisationnelle de production de biens ou services

*jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation des ses ressources courantes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités (unités d'activités économiques) dans un ou plusieurs lieux (unités locales). Une entreprise peut correspondre à une seule unité légale ».*

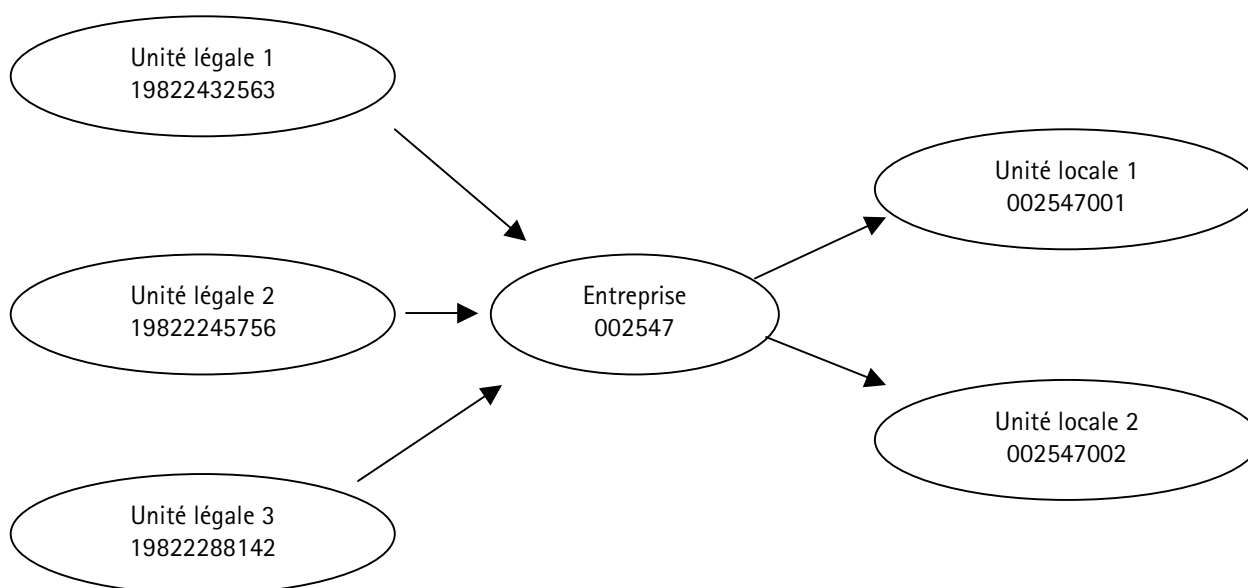
<sup>1</sup> Les unités légales sont soit des personnes morales, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui les possèdent ou qui en sont membres, soit des personnes physiques, qui en tant qu'indépendants, exercent une activité économique (entrepreneurs individuels).

### 1.3.2 Difficultés pratiques

L'entreprise ainsi définie n'est pas toujours directement observable dans les fichiers administratifs (cf. section 2.1) servant à alimenter le répertoire des entreprises. Toutes les informations récoltées sont rattachées à l'unité légale (identifiée par son matricule national<sup>1</sup>) support juridique de l'entreprise. Par contre, aucune information sur d'éventuels liens entre unités légales susceptibles de former une seule entreprise n'existe actuellement dans ces fichiers. De manière générale, ceci ne pose aucun problème étant donné que dans la majorité des cas une entreprise correspond à une seule unité légale. Pour les autres cas, seuls les informations reçues des enquêtes (notamment l'enquête sur les activités économiques envoyée à chaque nouvelle unité légale résidente susceptible d'exercer une activité économique), mais également celles publiées au Mémorial C ou dans la presse quotidienne, ou tirées de recherches périodiques (ces informations sont parfois complétées par des renseignements pris directement auprès des entreprises concernées), permettent au Statec de détecter les liens existant entre unités légales.

Des considérations qui précèdent découlent que la détection des entreprises correspondant à plus d'une unité légale dépend surtout de la qualité des informations reçues des enquêtes. Afin de faciliter la gestion du répertoire des entreprises, nous considérons dans un premier temps toute nouvelle unité légale apparaissant dans le répertoire comme une entreprise à part entière. Ce n'est qu'au fur à mesure de la réception des informations dont question ci-avant que ces liens pourront être détectés. Dans ce cas, les unités légales liées entre elles ne forment qu'une seule entreprise, laquelle sera identifiée par un identifiant propre au Statec. Par contre, si ces liens ne sont pas détectés faute d'informations suffisantes, deux (ou plusieurs) entreprises au lieu d'une seule vont apparaître dans le répertoire des entreprises. Ceci aura des répercussions évidentes sur les résultats produits en matière de démographie des entreprises.

Le schéma repris ci-dessous illustre à l'aide d'un exemple l'architecture actuelle du Répertoire.



<sup>1</sup> Chaque unité légale a son propre matricule national à 11 positions alphanumériques. Pour les personnes physiques, ce matricule reste invariable. Par contre, tout changement de forme juridique conduit à l'attribution d'un nouveau matricule pour les personnes morales.

L'exemple reprend la situation d'une entreprise dépendant de trois unités légales et disposant de deux sites d'exploitation différents (unités locales). L'entreprise est identifiée par un identifiant à 6 positions numériques. Les trois unités légales sont identifiées à l'aide de leur matricule national (11 positions numériques). Les deux unités locales sont identifiées par l'identifiant de

l'entreprise auquel on rajoute trois positions numériques à la fin. On peut imaginer le cas où la première unité légale englobe toute la production de l'entreprise, la deuxième est propriétaire des sites d'exploitation et la troisième assure le transport des biens produits. Cette entreprise exerce des activités à Dudelange et à Diekirch. Signalons pourtant que dans la majorité des cas on a la relation suivante:



## 1.4 Couverture

### 1.4.1 Période

Les résultats sont issus des deux premières collectes de données et couvrent les périodes suivantes:

- 1997 à 2001 pour les indicateurs sur les entreprises actives;
- 1998 à 2001 pour les indicateurs sur les entreprises créées et celles ayant survécu;
- 1997 à 2000 pour les indicateurs sur les entreprises cessées.

### 1.4.2 Entreprises

Les entreprises couvertes sont d'une part les entreprises résidentes, c'est-à-dire celles qui sont établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, et d'autre part les entreprises non résidentes exerçant une activité régulière au Grand-Duché et ayant déclaré des salariés à la Sécurité sociale luxembourgeoise. Aucun seuil en termes de taille des entreprises (emploi salarié, chiffre d'affaires) n'a été appliqué pour ce projet. Ceci a comme

conséquence que les micro-entreprises économiquement peu significatives sont incluses dans la présente (cf. sous-section 3.4.2). Par exemple, une personne occupant un poste salarié mais donnant en tant qu'indépendant une formation (une activité économique prévue par la NACE) pendant une semaine de l'année sera considérée comme entreprise active si le chiffre d'affaires réalisé a été déclaré auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

### 1.4.3 Activités économiques (NACE)

Les entreprises sont classées en fonction de leur activité principale<sup>1</sup> par l'attribution d'un code NACE<sup>2</sup> (conforme à la NACELUX Rév.1 version luxembourgeoise révisée de la NACE Rév.1). La NACE est une nomenclature hiérarchique harmonisée obligatoire pour la classification des activités économiques. Les indicateurs sur la démographie des entreprises de cette publication ont été calculés pour les sections C à O (hors L) de la NACE, couvrant ainsi l'industrie, la construction et le secteur des services (cf. tableau 1.1 page suivante).

Par contre, aucune donnée n'est disponible pour l'agriculture, la chasse et la sylviculture (section A), et la pêche et l'aquaculture (section B), l'administration publique (section L), les services domestiques (section P) et les activités extra-territoriales (section Q). De même, les activités des sociétés d'administration d'entreprises (classe 74.15), l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (groupes 80.1 à 80.3), ainsi que les activités associatives (division 91) n'ont pas été retenues pour cette publication.

### 1.4.4 Emploi salarié

Les informations sur l'emploi salarié des entreprises pour la période couverte existent pour les mois de mars et septembre et proviennent de la Sécurité Sociale. Le nombre de salariés occupés par une entreprise correspond donc à la moyenne arithmétique des observations reçues, arrondie à l'unité la plus proche. Par

contre, aucune information n'est disponible sur les propriétaires exploitants (y compris les indépendants) et les associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise (signalons toutefois qu'une étude est actuellement en cours afin de les intégrer dans le Répertoire).

<sup>1</sup> L'activité principale d'une entreprise est déterminée en principe en fonction de sa valeur ajoutée ou, à défaut, selon tout critère s'en rapprochant le plus (p.ex. le chiffre d'affaires).

<sup>2</sup> Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne (Règlement n° 761/93 du 24 mars 1993 de la Commission relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne).



**Tableau 1.1: Récapitulatif des activités couvertes et stratification utilisée**

<b>Branche d'activité</b>	<b>NACE</b>
<b>Industrie</b>	<b>Sections C à E</b>
Industries agricoles et alimentaires	Sous-section DA
Edition, imprimerie, reproduction	Division 22
Métallurgie et travail des métaux	Sous-section DJ
Autres industries	Sections C, D, E (hors sous-sections DA, DJ, division 22)
<b>Construction</b>	<b>Section F</b>
<b>Commerce</b>	<b>Section G</b>
Commerce et réparation automobile	Division 50
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	Division 51
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	Division 52
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>Section H</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>Section I</b>
Transports	Divisions 60 à 63
Postes et télécommunications	Division 64
<b>Activités financières</b>	<b>Section J</b>
Intermédiation financière	Division 65
Assurances	Division 66
Auxiliaires financiers et d'assurance	Division 67
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>Section K (hors classe 74.15)</b>
Activités immobilières	Division 70
Activités informatiques	Division 72
Services fournis principalement aux entreprises	Division 74 (hors classe 74.15)
Location sans opérateur; recherche et développement	Divisions 71, 73
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>Sections M (hors groupes 80.1 à 80.3), N</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>Section O (hors division 91)</b>

## 2. Événements démographiques affectant l'entreprise et règles de continuité

### 2.1 Typologie des événements démographiques

Dans les chapitres 12 (Aperçu général des événements démographiques) et 13 (Changements démographiques affectant les entreprises) du manuel de recommandations sur les répertoires d'entreprises on distingue deux types d'événements démographiques pouvant affecter une entreprise :

- les changements affectant l'existence (apparition, disparition) de combinaisons de facteurs de production sans qu'une autre entreprise n'y soit impliquée;
- les changements affectant la distribution de facteurs de production au sein d'une seule entreprise ou de plusieurs entreprises.

Les événements du premier type conduisent à la naissance ou au décès d'une entreprise. La naissance d'une entreprise est donc sa venue au monde là où aucune entreprise n'existait auparavant, aucune autre entreprise n'y étant impliquée. Son décès est le processus inverse. Dès lors que, de par sa définition (cf. section 2.3), l'entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et de services, sa naissance s'analyse en la création d'une combinaison de facteurs de production et son décès en leur dissolution, sous réserve, dans un cas comme dans l'autre, qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans l'événement.

Par contre, les événements du deuxième type ne donnent pas lieu à la naissance ou au décès d'une entreprise. Parmi ces événements, nous pouvons citer notamment :

- Les changements au sein d'une entreprise (événements impliquant ni création ni suppression d'une entreprise), tels que le

changement de propriété ou la restructuration, n'affectent pas la continuité de l'entreprise.

- Les phénomènes de concentration (événements impliquant plus d'une entreprise avant leur survenance et une seule entreprise après leur survenance), tels que la fusion (les entreprises concernées perdent leur identité) ou l'absorption (l'une des entreprises concernées conserve son identité) aboutissent à une diminution du nombre d'entreprises. Les entreprises ainsi disparues ne sont pas à considérer comme des décès. De la même façon, l'apparition d'une nouvelle entreprise à la suite d'une fusion n'est pas à considérer comme une naissance.
- Les événements relevant de la déconcentration (changements impliquant une seule entreprise avant leur survenance et plus d'une entreprise après leur survenance), tels que la dissolution (aucune des entreprises nouvelles ne conserve l'identité de l'entreprise d'origine) ou la scission (l'identité de l'entreprise d'origine est conservée par l'entreprise la plus grande) entraînent un accroissement du nombre d'entreprises. Les nouvelles entreprises ainsi apparues ne sont pas à considérer comme des naissances, de même que la disparition de l'entreprise d'origine à la suite d'une dissolution n'est pas à considérer comme un décès.

Le tableau ci-après reprend de manière récapitulative les événements démographiques présentés plus haut, indique le nombre d'entreprises concernées et précise, en termes de créations et de suppressions, quelles sont les incidences des événements en question sur les répertoires d'entreprises.

Événement	Univers réel observable		Répertoire des entreprises	
	Nombre d'entreprises avant l'événement	Nombre d'entreprises après l'événement	Nombre d'entreprises créées	Nombre d'entreprises supprimées
Naissance	-	1	1	-
Décès	1	-	-	1
Changement de propriété	1	1	-	-
Restructuration au sein d'une entreprise	1	1	-	-
Fusion	n	1	1	n
Absorption	n	1	-	n-1
Dissolution	1	n	n	1
Scission	1	n	n-1	-

## 2.2 Règles de continuité applicables aux entreprises

### 2.2.1 Critères de continuité

Dans le chapitre 14 (Règles de continuité applicables aux entreprises) du manuel de recommandations sur les répertoires d'entreprises, la continuité d'une entreprise est définie en termes de continuité de ses facteurs de production que sont la main-d'œuvre, les machines et équipements, les terrains et bâtiments, la gestion et les actifs incorporels. Pour pouvoir se prononcer quant à la continuité d'une entreprise, il y a lieu de mesurer la continuité des facteurs en question et d'en évaluer l'importance relative.

En pratique, les changements affectant la continuité des facteurs de production sont souvent difficilement repérables sur base des informations disponibles dans les répertoires nationaux des entreprises. Dans ce contexte, trois critères opérationnels aisément applicables ont été fixés, à savoir:

- l'unité légale qui contrôle l'entreprise concernée;

- l'activité principale de l'entreprise (celle-ci est considérée au niveau de la classe de la NACE - « 4 chiffres »);
- la localisation principale de ses activités.

Par convention, on présume qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise lorsque changent au moins deux des paramètres énumérés ci-avant. Par conséquent, la discontinuité de l'entreprise entraînera le décès de l'entreprise existante et la naissance d'une entreprise nouvelle. Il y a toutefois une importante exception à cette règle. Lorsque qu'une entreprise individuelle se développe et emménage dans de nouveaux locaux, elle peut aussi adapter son statut juridique et se constituer une société. Dans ce cas, on considère, par convention, qu'il y a continuité de l'entreprise. Sinon on serait amené à compter dans des décès des jeunes « start-ups » en pleine expansion.

### 2.2.2 Réactivations

Un autre problème de continuité à résoudre dans la gestion d'un répertoire d'entreprises est celui des cessations temporaires d'activité. Lorsque qu'il y a cessation temporaire des activités, peut-on alors considérer, qu'après reprise des activités, l'entreprise en question constitue la continuation de celle qui existait auparavant? En pratique, dans la plupart des cas les informations reçues ne permettent pas de distinguer entre cessation temporaire ou définitive. Trois types de situations peuvent se présenter:

- entreprises exerçant des activités saisonnières (celles qui ne produisent que pendant une partie de l'année, la période de production étant la même chaque année);
- suspension temporaire d'activité (pour cause de maladie, d'accident, etc.);

- paralysie de la production pour raisons extérieures p. ex. en raison de la destruction d'installations suite à un accident tel qu'un incendie.

En ce qui concerne les entreprises exerçant des activités saisonnières, on convient qu'il y a continuité lorsqu'elles reprennent leurs activités. Pour les deux autres cas, on convient qu'il y a continuité lorsque la reprise des activités intervient endéans 24 mois. Ainsi, lorsque la suspension temporaire de l'activité a duré moins de 24 mois, on considère que l'entreprise a été réactivée. Dans l'autre cas, on considère que l'entreprise qui a temporairement suspendu ses activités est décédée et la reprise des activités sera considérée comme la naissance d'une nouvelle entreprise.

## 3. Entreprises actives

### 3.1 Définition

Dans le manuel de recommandation sur la démographie des entreprises, une **entreprise active** est définie comme une entreprise qui a enregistré du chiffre d'affaires ou de l'emploi à n'importe quel moment de la période de référence, même pendant une période limitée. Si les

informations pour déterminer si une entreprise est en activité sont insuffisantes, alors les méthodes nationales d'évaluation sont acceptées. Le nombre d'entreprises actives pendant la période de référence est désigné sous le nom de population des entreprises actives.

### 3.2 Pourquoi faut-il déterminer les populations annuelles des entreprises actives?

La détermination des populations annuelles des entreprises actives est indispensable dans la production de chiffres sur la démographie des entreprises. Ainsi, pour déterminer le nombre d'entreprises créées pour une année quelconque  $t$ , il faut déterminer au préalable les populations des entreprises actives pour  $t$ ,  $t-1$  et  $t+2$  (cf. section 4.2). De la même façon, pour connaître le nombre de cessations d'entreprises, il faut établir les populations des entreprises actives pour  $t$ ,  $t+1$  et  $t+2$  (cf. section 6.2).

En outre, le nombre annuel d'entreprises actives sert de dénominateur dans le calcul de ratios tels que les taux de

création ou de cessation d'entreprises. De même, la population des entreprises actives peut servir dans le calcul d'indicateurs divers, notamment ceux en rapport avec son évolution au cours du temps (croissance annuelle ou moyenne) afin de déceler les tendances à l'intérieur de celle-ci. Enfin, nous pouvons obtenir des renseignements précieux sur la structure de celle-ci (p. ex. contribution relative de chaque branche d'activité, répartition des entreprises par classe de taille, taille moyenne des entreprises).

### 3.3 Comment peut-on déterminer les populations annuelles des entreprises actives?

Pour les besoins du projet démographique européen et la majorité des activités couvertes (cf. sous-section 2.4.3), la population des entreprises actives d'une année quelconque  $t$  a été déterminée en conformité avec la définition de l'entreprise active énoncée ci-avant (cf. section 4.1) par l'extraction du répertoire des entreprises de toutes les entreprises pour lesquelles de l'emploi salarié et/ou du chiffre d'affaires a été enregistré au cours de l'année considérée. Pour certaines activités couvertes (réassurances, médecins, dentistes), le nombre d'entreprises actives a été ajusté sur base d'informations complémentaires reçues (cf. section 2.1). Les entreprises ainsi retenues constituent la population des entreprises actives de l'année  $t$ .

Précisons que cette dernière n'est pas à confondre avec un stock classique d'entreprises (comme c'est le cas dans notre publication annuelle « Les entreprises luxembourgeoises »). En effet, ce dernier ne reprend que les entreprises actives à un moment précis, alors que la population des entreprises actives reprend celles actives au cours d'une année entière. Il en résulte que cette dernière comprend également les entreprises cessant leur activité au cours de l'année considérée (y compris celles créées au cours de cette année et cessant leur activité avant la fin de cette année). Il en découle également que la population de l'année  $t+1$  ne peut pas être calculée en partant de celle pour l'année  $t$ , en y ajoutant les naissances en  $t+1$  et en y retranchant les décès en  $t+1$ .

### 3.4 Difficultés pratiques

#### 3.4.1 Détection des liens entre unités légales

Des liens non enregistrés entre unités légales (deux ou plusieurs) constituant une seule entreprise (cf. sous-section 2.3.2) conduisent en principe à une sur-estimation du nombre annuel d'entreprises actives. Ceci est d'autant plus vrai que les entreprises correspondant à plusieurs unités légales ont souvent tendance à déclarer leur emploi salarié sur l'une des ces unités, alors que les données portant sur le chiffre d'affaires réalisé sont déclarées et disséminées (au prorata) sur toutes les unités

légales constituant cette entreprise. Il en découle que toutes ces unités légales figureront comme entreprises actives (cf. section 4.1) dans l'une ou l'autre des populations des entreprises actives à élaborer, alors qu'en réalité une seule entreprise ne devrait y apparaître (en matière de démographie des entreprises, la déclaration de l'emploi salarié et du chiffre d'affaires sur une seule unité légale de l'entreprise concernée servirait à résoudre ce problème indirectement).

Dans la pratique, nous sommes souvent confrontés à l'une des deux situations suivantes:

- une unité légale remplace une autre comme support juridique de l'entreprise;
- deux (ou plusieurs) unités légales constituent conjointement le support juridique d'une même entreprise.

Le premier cas est observé lorsque l'entreprise subit un changement de propriétaire(s) ou de forme juridique. Si aucune autre caractéristique principale (activité principale, localisation) de l'entreprise est modifiée, on considère qu'il y a continuité de l'entreprise originale (cf. section 3.2). Ce changement aura pour effet l'apparition d'une nouvelle unité légale dans le répertoire (et dans un premier temps une nouvelle entreprise). Si le lien avec l'unité légale qui cesse d'être le support juridique de l'entreprise en question n'est pas détecté, deux entreprises au lieu d'une seule seront présentes dans la population des entreprises actives pour l'année où un tel

changement a eu lieu. Ces cas sont observés par exemple lorsqu'une Société à responsabilité limitée est transformée en société anonyme ou lorsqu'un café exploité en nom propre change de propriétaire ou d'exploitant.

Dans le deuxième cas, autant d'entreprises actives que d'unités légales (au lieu d'une seule) figureront dans toutes les populations déterminées pour les années durant lesquelles cette entreprise était active. A titre d'exemple d'une telle situation, on rencontre souvent le cas suivant: une entreprise correspond à deux unités légales, où l'une d'entre elles est spécifiquement créée (souvent pour des raisons purement fiscales) pour administrer l'immeuble (donné en location à l'autre unité légale) dans lequel est logé le site productif de l'entreprise considérée (une entreprise donnant en location un immeuble à une autre sera considérée comme une entreprise à part entière si aucun lien avec l'autre entreprise n'existe - p. ex. bénéficiaires économiques différents).

### 3.4.2 Problème des micro-entreprises

La population des entreprises actives peut-être scindée en deux sous-ensembles, l'un comportant les entreprises disposant de l'emploi salarié et l'autre regroupant celles sans emploi salarié. Nous estimons que la qualité des données disponibles sur l'emploi salarié (en provenance de la Sécurité sociale) nous permet de détecter toutes les entreprises actives disposant de l'emploi salarié. Par contre, celles de l'autre sous-ensemble (les micro-entreprises) sont parfois plus difficiles à repérer. En effet, ces entreprises ne peuvent être déclarées comme actives que si elles ont réalisé du chiffre d'affaires au cours de l'année considérée. Sachant que les informations sur le chiffre d'affaires des entreprises sont dérivées des déclarations de T.V.A. remises à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, un certain nombre d'entreprises actives pourront nous échapper pour les raisons suivantes:

- certaines activités économiques sont exemptes de la T.V.A. (intermédiation financière, auxiliaires financiers et d'assurance, médecins, dentistes,...). Les entreprises exerçant les activités concernées ne sont pas dans l'obligation de remettre une déclaration périodique de T.V.A à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Seul la remise volontaire d'une telle déclaration (contenant l'information sur le chiffre d'affaires réalisé) nous permet de détecter les entreprises actives sans emploi salarié des branches concernées;
- l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a fixé un seuil de EUR 10.000 pour le chiffre d'affaires annuel à partir duquel la déclaration de T.V.A. est obligatoire. Toutes les entreprises sans emploi salarié et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à ce seuil ne pourront être déclarées comme actives que si une déclaration est remise volontairement.

Toutefois, l'existence de micro-entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10.000 EUR en moyenne annuelle soulève la question suivante: comment les bénéficiaires économiques de telles entreprises peuvent-ils survivre économiquement? On peut supposer que dans beaucoup de cas il s'agit de personnes occupant un emploi salarié et qui exercent une activité d'entrepreneur de façon auxiliaire;

- les déclarations annuelles de T.V.A. sont remises ou traitées avec retard. Si ce retard dépasse 18 mois à compter de la fin de l'année comptable à laquelle ces déclarations se rapportent, les informations sur le chiffre d'affaires des entreprises concernées pour l'année en question ne sont pas disponibles dans le Répertoire au moment de la production des données pour la démographie des entreprises. Il en résulte que les entreprises concernées (celles qui n'occupent pas de salariés et qui ne sont pas dans l'obligation de remettre une déclaration mensuelle ou trimestrielle de T.V.A.) pourront nous échapper.

Des considérations qui précèdent découlent que surtout les micro-entreprises sans emploi salarié réalisant un chiffre d'affaires annuel relativement faible (dans la majorité des cas des entreprises individuelles) risquent d'échapper à l'élaboration des populations annuelles des entreprises actives. Signalons toutefois que l'impact des entreprises nous échappant ainsi est considéré comme négligeable en termes de contribution au P.I.B. annuel de notre économie nationale. Des sources additionnelles (cf. section 2.1) nous permettent de réajuster le nombre annuel d'entreprises actives pour certaines activités (réassurances, médecins, dentistes).

### 3.5 Résultats et commentaires

#### Nombre annuel d'entreprises actives

Au cours de la période couverte, le nombre annuel d'entreprises actives a progressé régulièrement pour passer de 22 300 entreprises en 1997 à plus de 26 000 entreprises en 2001 (cf. tableau 3.1). La section "Commerce" enregistre en moyenne le nombre le plus élevé d'entreprises actives (entre 6 600 et 7 000 entreprises par année). Elle est directement suivie par la section "Immobilier, location et services aux entreprises" (notamment la division "Services fournis

principalement aux entreprises") dont le nombre d'entreprises actives a augmenté de 5 200 à plus de 7 100 entreprises en 2001 (en dépassant ainsi pour la première fois le nombre d'entreprises actives enregistrées par la section "Commerce"). En troisième lieu, on peut citer la section "Hôtels et restaurants" avec en moyenne 2 650 entreprises actives (ce nombre reste relativement constant sur la période couverte). Les plus faibles nombres d'entreprises actives sont observés pour les sections "Industrie" et "Transports et communications".

**Tableau 3.1: Nombre d'entreprises actives (chiffres absolus)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>962</b>	<b>992</b>	<b>1 008</b>	<b>1 015</b>	<b>1 029</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	225	223	224	224	223
Edition, imprimerie, reproduction	22	183	185	190	180	181
Métallurgie et travail des métaux	DJ	170	183	192	205	205
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	352	364	362	360	368
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>1 668</b>	<b>1 741</b>	<b>1 797</b>	<b>1 811</b>	<b>1 864</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>6 623</b>	<b>6 872</b>	<b>6 981</b>	<b>6 927</b>	<b>6 871</b>
Commerce et réparation automobile	50	841	889	902	879	867
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	2 692	2 896	3 017	3 022	3 017
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	3 090	3 087	3 062	3 026	2 987
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>2 626</b>	<b>2 630</b>	<b>2 661</b>	<b>2 648</b>	<b>2 663</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>1 044</b>	<b>1 087</b>	<b>1 177</b>	<b>1 268</b>	<b>1 302</b>
Transports	60 à 63	973	1 010	1 089	1 169	1 198
Postes et télécommunications	64	71	77	88	99	104
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>1 349</b>	<b>1 480</b>	<b>1 652</b>	<b>1 853</b>	<b>2 051</b>
Intermédiation financière	65	669	786	933	1 087	1 232
Assurances	66	332	336	340	351	347
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	348	358	379	415	472
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>5 165</b>	<b>5 661</b>	<b>6 223</b>	<b>6 679</b>	<b>7 156</b>
Activités immobilières	70	1 472	1 578	1 717	1 829	1 969
Activités informatiques	72	453	540	630	733	845
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	3 036	3 318	3 641	3 863	4 077
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	204	225	235	254	265
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3),</b>	<b>1 503</b>	<b>1 559</b>	<b>1 595</b>	<b>1 618</b>	<b>1 665</b>
Services collectifs, sociaux et personnels	O (hors 91)	1 363	1 430	1 502	1 536	1 563
<b>Total</b>		<b>22 303</b>	<b>23 452</b>	<b>24 596</b>	<b>25 355</b>	<b>26 164</b>

Source : STATEC

En termes relatifs, deux sections représentent chacune plus de 25% de la population des entreprises actives: "Commerce" et "Immobilier, location et services aux entreprises" (cf. tableau 3.2). Alors que pour la première, cette part a diminué progressivement passant de 30 à 26% en 2001, celle observée pour la dernière a augmenté continuellement, passant de 23 à 27% en 2001. Prises

ensembles, ces deux sections totalisent chaque année plus que la moitié des entreprises actives. Notons également que la section "Hôtels et restaurants" contribue à hauteur de 10% dans le nombre annuel d'entreprises actives. Par contre, les parts relatives constatées pour les sections "Industrie" et "Transports et communications" sont en moyenne inférieures à 5%.

**Tableau 3.2: Nombre d'entreprises actives (en % du nombre total des entreprises actives)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>4.3</b>	<b>4.2</b>	<b>4.1</b>	<b>4.0</b>	<b>3.9</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9
Edition, imprimerie, reproduction	22	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>7.5</b>	<b>7.4</b>	<b>7.3</b>	<b>7.1</b>	<b>7.1</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>29.7</b>	<b>29.3</b>	<b>28.4</b>	<b>27.3</b>	<b>26.3</b>
Commerce et réparation automobile	50	3.8	3.8	3.7	3.5	3.3
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	12.1	12.3	12.3	11.9	11.5
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	13.9	13.2	12.4	11.9	11.4
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>11.8</b>	<b>11.2</b>	<b>10.8</b>	<b>10.4</b>	<b>10.2</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>4.7</b>	<b>4.6</b>	<b>4.8</b>	<b>5.0</b>	<b>5.0</b>
Transports	60 à 63	4.4	4.3	4.4	4.6	4.6
Postes et télécommunications	64	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>6.0</b>	<b>6.3</b>	<b>6.7</b>	<b>7.3</b>	<b>7.8</b>
Intermédiation financière	65	3.0	3.4	3.8	4.3	4.7
Assurances	66	1.5	1.4	1.4	1.4	1.3
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	1.6	1.5	1.5	1.6	1.8
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>23.2</b>	<b>24.1</b>	<b>25.3</b>	<b>26.3</b>	<b>27.4</b>
Activités immobilières	70	6.6	6.7	7.0	7.2	7.5
Activités informatiques	72	2.0	2.3	2.6	2.9	3.2
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	13.6	14.1	14.8	15.2	15.6
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3),</b>	<b>6.7</b>	<b>6.6</b>	<b>6.5</b>	<b>6.4</b>	<b>6.4</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>6.1</b>	<b>6.1</b>	<b>6.1</b>	<b>6.1</b>	<b>6.0</b>
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : STATEC

### Taux de croissance de la population des entreprises actives

La population des entreprises actives a progressé à un rythme annuel de 4% en moyenne (cf. tableau 3.3). On peut pourtant observer un ralentissement de cette croissance au cours des deux dernières années de la période couverte. La section "Activités financières" enregistre le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (+11%). A l'intérieur de celle-ci, c'est surtout la division "Intermédiation financière" responsable pour cette évolution (+16.5% en moyenne), alors que le

rythme de croissance du nombre d'entreprises actives de la division "Assurance" est très faible (+1% en moyenne), ou a même régressé en 2001 (-1%). Un rythme de croissance annuel moyen élevé est également constaté pour la section "Immobilier, location et services aux entreprises" (+8.5%), notamment la division "Activités informatiques" (+17%). Des taux annuels moyens de croissance faibles sont enregistrés pour les sections "Hôtels et restaurants" (+0.4%), "Commerce" (+0.9%) et "Industrie" (+1.7%). Pour la section "Commerce", le nombre d'entreprises actives a même régressé de presque -1% au cours des deux dernières années.

**Tableau 3.3: Croissance (en %) du nombre d'entreprises actives**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuelle				moenne
		1998	1999	2000	2001	1997-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>3.1</b>	<b>1.6</b>	<b>0.7</b>	<b>1.4</b>	<b>1.7</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	-0.9	0.4	0.0	-0.4	-0.2
Edition, imprimerie, reproduction	22	1.1	2.7	-5.3	0.6	-0.3
Métallurgie et travail des métaux	DJ	7.6	4.9	6.8	0.0	4.8
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	3.4	-0.5	-0.6	2.2	1.1
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>4.4</b>	<b>3.2</b>	<b>0.8</b>	<b>2.9</b>	<b>2.8</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>3.8</b>	<b>1.6</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.8</b>	<b>0.9</b>
Commerce et réparation automobile	50	5.7	1.5	-2.5	-1.4	0.8
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	7.6	4.2	0.2	-0.2	2.9
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	-0.1	-0.8	-1.2	-1.3	-0.8
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>0.2</b>	<b>1.2</b>	<b>-0.5</b>	<b>0.6</b>	<b>0.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>4.1</b>	<b>8.3</b>	<b>7.7</b>	<b>2.7</b>	<b>5.7</b>
Transports	60 à 63	3.8	7.8	7.3	2.5	5.3
Postes et télécommunications	64	8.5	14.3	12.5	5.1	10.0
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>9.7</b>	<b>11.6</b>	<b>12.2</b>	<b>10.7</b>	<b>11.0</b>
Intermédiation financière	65	17.5	18.7	16.5	13.3	16.5
Assurances	66	1.2	1.2	3.2	-1.1	1.1
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	2.9	5.9	9.5	13.7	7.9
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>9.6</b>	<b>9.9</b>	<b>7.3</b>	<b>7.1</b>	<b>8.5</b>
Activités immobilières	70	7.2	8.8	6.5	7.7	7.5
Activités informatiques	72	19.2	16.7	16.3	15.3	16.9
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	9.3	9.7	6.1	5.5	7.6
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	10.3	4.4	8.1	4.3	6.8
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>(hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>3.7</b>	<b>2.3</b>	<b>1.4</b>	<b>2.9</b>	<b>2.6</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>4.9</b>	<b>5.0</b>	<b>2.3</b>	<b>1.8</b>	<b>3.5</b>
<b>Total</b>		<b>5.2</b>	<b>4.9</b>	<b>3.1</b>	<b>3.2</b>	<b>4.1</b>

Source : STATEC

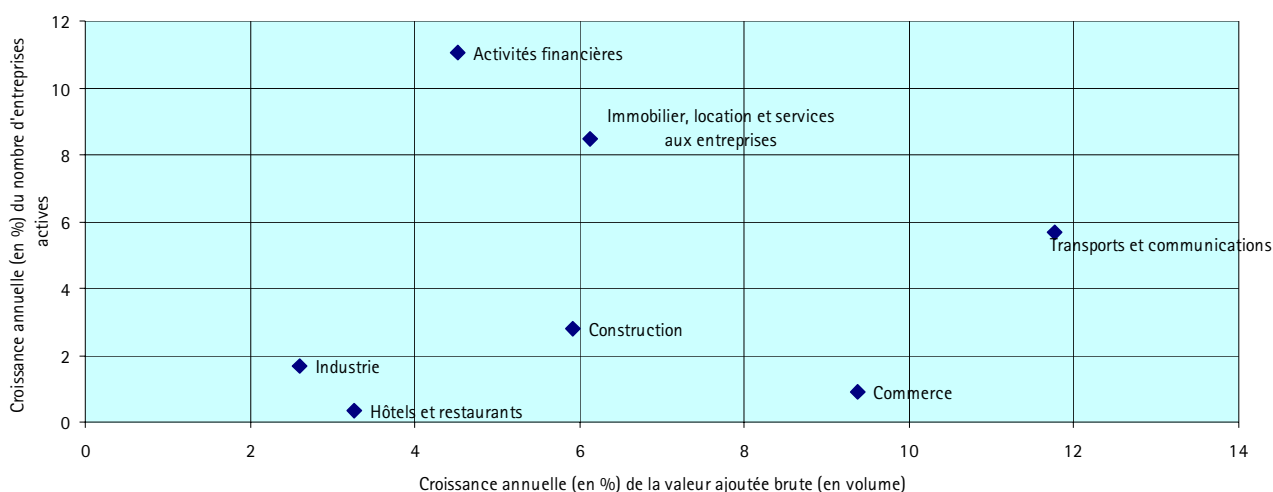
**Existe-t-il un lien entre la variation annuelle du nombre d'entreprises actives et celle de la valeur ajoutée brute (en volume)?**

Le tableau 3.4 ci-dessus renseigne sur la variation annuelle (en %) sur la période 1998 à 2001 de deux variables: le nombre d'entreprises actives d'une part et la valeur ajoutée brute (en volume) d'autre part. Toutes activités confondues, les deux variables ont évolué dans le même sens au cours de la période couverte. Le rythme annuel de croissance de la valeur ajoutée brute a dépassé celui du nombre d'entreprises actives, sauf en 2001. La

représentation graphique des couples croissance annuelle moyenne (1997-2001, en %) de la valeur ajoutée brute (en volume) et celle du nombre d'entreprises actives pour chaque section de la NACE (cf. graphique 3.1) pourrait montrer l'existence d'une corrélation linéaire éventuelle entre les deux variables. Le nuage de points ainsi obtenu ne montre pas a priori l'existence d'une corrélation.

Ceci est confirmé par le calcul du coefficient des rangs de Spearman<sup>1</sup>: celui-ci est de 0.25 alors qu'il devrait dépasser la valeur de 0.786 au niveau de probabilité de 5%<sup>2</sup>.

**Graphique 3.1: Corrélation entre la variation annuelle (en %) du nombre d'entreprises actives et de la valeur ajoutée brute (en volume) par section de la NACE (1998-2001)**



Source: STATEC

**Tableau 3.4: Variation annuelle (en %) du nombre d'entreprises actives et de la valeur ajoutée brute (en volume)**

Branche d'activité	Nace (C à K)	Variation annuelle (en %)									
		Nombre d'entreprises actives					Valeur ajoutée brut (en volume)				
		1998	1999	2000	2001	98-01	1998	1999	2000	2001	98-01
Industrie	C à E	3.1	1.6	0.7	1.4	1.7	0.7	1.9	6.9	1.0	2.6
Construction	F	4.4	3.2	0.8	2.9	2.8	7.1	3.6	5.1	8.0	5.9
Commerce	G	3.8	1.6	-0.8	-0.8	0.9	19.3	6.0	6.5	6.3	9.4
Hôtels et restaurants	H	0.2	1.2	-0.5	0.6	0.4	-5.3	8.1	7.6	3.2	3.3
Transports et communications	I	4.1	8.3	7.7	2.7	5.7	15.7	11.6	12.9	7.1	11.8
Activités financières	J	9.7	11.6	12.2	10.7	11.0	4.2	7.8	9.5	-3.0	4.5
Immobilier, location et services aux entreprises	K	9.6	9.9	7.3	7.1	8.5	8.8	3.5	9.2	3.2	6.1
<b>Total</b>		<b>5.3</b>	<b>5.1</b>	<b>3.3</b>	<b>3.3</b>	<b>4.2</b>	<b>7.5</b>	<b>5.8</b>	<b>8.7</b>	<b>2.3</b>	<b>6.1</b>

Source : STATEC

<sup>1</sup> Le coefficient de corrélation sur les rangs de Spearman est calculé sur les numéros d'ordre des valeurs des deux variables ordinales. Il s'interprète de la manière suivante: une valeur positive (maximum = +1) indique une variation simultanée dans le même sens, une valeur négative (minimum = -1) une variation simultanée en sens inverse.

<sup>2</sup> Voir J.-M. Jolion (<http://rfv.insa-lyon.fr/~jolion/STAT/node145.html>)



### Taille moyenne des entreprises actives

La taille<sup>1</sup> moyenne des entreprises actives d'une branche d'activité est mesurée par le rapport entre le nombre de salariés et le nombre d'entreprises actives de cette branche. Le tableau 3.5 reprend les tailles moyennes observées par section de la NACE en ordre décroissant de la moyenne annuelle (1997-2001). Toutes activités confondues, elle varie entre 8 et 9 salariés sur la période couverte (une légère tendance à la hausse peut-être décelée). La section « Industrie » se place en tête de ce classement avec 35 salariés occupés en moyenne par entreprise. Elle est particulièrement élevée dans la division "Métallurgie et travail des métaux" (60 employés salariés). On peut pourtant constater une tendance à la baisse de celle-ci (de 66 à 56 salariés). Ces résultats peuvent s'expliquer par la présence du groupe ARCELOR (anciennement ARBED) dans cette division, lequel a réduit progressivement son effectif au cours de la période couverte. Par contre, la taille moyenne enregistrée pour

la division "Edition, imprimerie, reproduction" (13 salariés) reste nettement en dessous de celle observée pour l'industrie entière, malgré une tendance à la hausse observable.

Parmi les autres sections, la taille moyenne des entreprises dépasse 15 salariés dans les sections "Construction", "Transports et communications" et "Activités financières". La taille relativement élevée (une tendance à la baisse est pourtant observable) constatée pour la division "Postes et télécommunications" s'explique certainement par la présence de l'entreprise des Postes et Télécommunications. De même, la taille au-dessus de la moyenne générale observée pour les activités financières de la division "Intermédiation financière" s'explique par la présence de quelques banques dont l'effectif dépasse le seuil des 500 salariés. La taille moyenne des entreprises actives enregistrées pour les autres sections se situe aux alentours de 5 salariés.

**Tableau 3.5: Taille moyenne des entreprises actives**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuelle					moyenne 1997-2001
		1997	1998	1999	2000	2001	
Industrie	C à E	35.2	34.9	34.8	35.2	35.4	35.1
Activités financières	J	18.0	17.6	17.0	16.7	16.8	17.2
Transports et communications	I	15.7	16.3	16.3	16.7	17.8	16.6
Construction	F	14.8	14.6	14.9	15.3	15.6	15.1
Éducation, santé et action sociale	M (hors 80.1 à 80.3), N	8.0	8.0	8.5	9.2	9.4	8.6
Immobilier, location et services aux entreprises	K	4.8	5.0	5.7	6.0	6.1	5.6
Commerce	G	4.7	4.6	4.9	5.0	5.2	4.9
Hôtels et restaurants	H	4.0	3.9	4.2	4.3	4.5	4.2
Services collectifs, sociaux et personnels	O (hors 91)	3.1	3.0	3.1	3.2	3.4	3.2
<b>Économie entière</b>		<b>8.1</b>	<b>8.1</b>	<b>8.5</b>	<b>8.7</b>	<b>9.0</b>	<b>8.5</b>

Source : STATEC

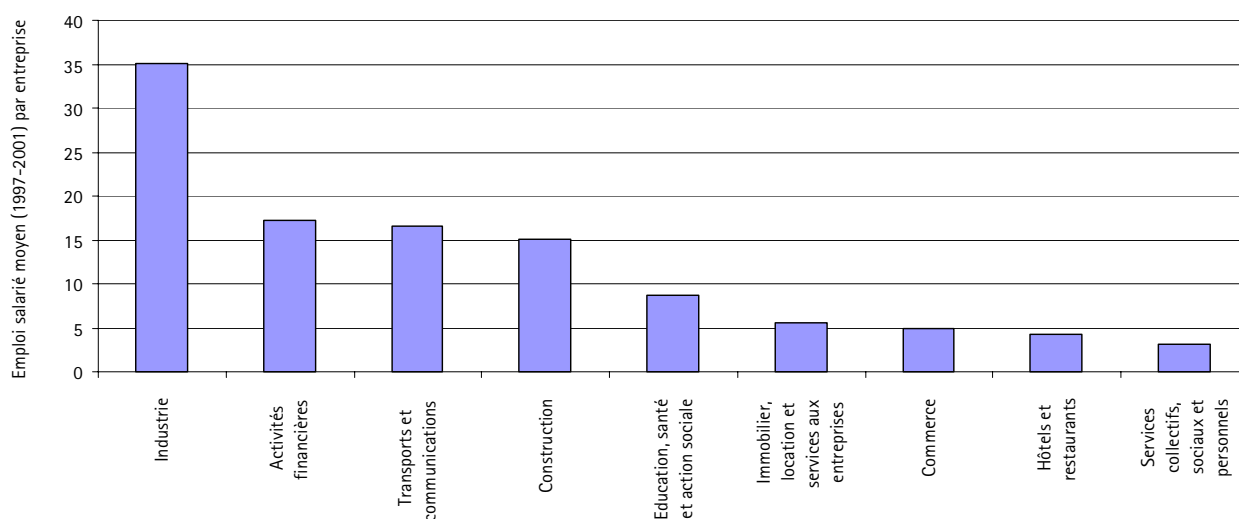
<sup>1</sup> Dans la présente publication, la taille d'une entreprise est mesurée par le nombre moyen de salariés occupés au cours d'une année.

### Répartition des entreprises actives en 2001 par strate de salariés

La majorité des entreprises actives en 2001 occupent moins que 10 salariés (87%, cf. tableau 3.6). La plus grande proportion des entreprises actives dispose entre 1 et 9 salariés. Cette proportion est particulièrement élevée dans la section "Hôtels et restaurants" (60%), mais également dans la division "Auxiliaires financiers et d'assurance" (60%) de la section "Activités financières". Une proportion importante d'entreprises n'occupe pas de salariés (41%). Il s'agit surtout d'entreprises individuelles ou familiales dont la gestion est assurée par les seuls propriétaires-exploitant. Cette proportion est

particulièrement élevée pour la section "Immobilier, location et services aux entreprises" (54%), mais surtout pour les divisions "Activités immobilières" (71%) et "Assurances" (69%). Par contre, elle est relativement faible dans les sections "Construction" (24%) et "Industrie" (15%). Ces deux sections sont caractérisées par une proportion importante (>30%) d'entreprises actives de taille plus grande (>=10 salariés). Pour la section "Construction", une proportion importante (30%) des entreprises occupe entre 10 et 49 salariés. La section "Industrie" enregistre la part la plus importante d'entreprises occupant 50 salariés ou plus (12%), qui se situe nettement au-dessus de la moyenne observée pour l'économie entière (3%).

Graphique 3.2: Taille moyenne des entreprises actives (par ordre décroissant)



Source: STATEC

Tableau 3.6: Répartition (en %) des entreprises actives en 2001 par strate de salariés

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	Nombre d'entreprises					
		sans salariés	1-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	100 et + salariés
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>24.1</b>	<b>40.5</b>	<b>12.9</b>	<b>10.9</b>	<b>4.8</b>	<b>6.8</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	17.9	48.9	14.3	8.5	4.5	5.8
Edition, imprimerie, reproduction	22	33.1	43.1	14.4	4.4	1.7	3.3
Métallurgie et travail des métaux	DJ	20.0	32.7	15.6	18.0	6.3	7.3
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	20.4	42.9	10.3	11.7	5.7	9.0
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>15.5</b>	<b>47.7</b>	<b>18.0</b>	<b>12.8</b>	<b>3.4</b>	<b>2.6</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>38.7</b>	<b>50.6</b>	<b>5.8</b>	<b>3.2</b>	<b>1.0</b>	<b>0.7</b>
Commerce et réparation automobile	50	29.4	51.9	9.8	6.6	1.4	0.9
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	44.7	46.4	4.4	2.9	1.0	0.5
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	35.4	54.4	6.1	2.5	0.8	0.7
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>30.4</b>	<b>60.1</b>	<b>6.2</b>	<b>2.4</b>	<b>0.4</b>	<b>0.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>31.3</b>	<b>46.5</b>	<b>8.9</b>	<b>7.3</b>	<b>3.7</b>	<b>2.4</b>
Transports	60 à 63	31.2	46.9	8.5	7.5	3.5	2.3
Postes et télécommunications	64	31.7	41.3	13.5	4.8	5.8	2.9
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>40.7</b>	<b>43.4</b>	<b>5.7</b>	<b>4.3</b>	<b>2.5</b>	<b>3.4</b>
Intermédiation financière	65	41.2	44.2	4.7	3.2	2.8	4.0
Assurances	66	68.9	17.6	4.3	5.5	2.0	1.7
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	18.9	60.2	9.3	6.4	2.3	3.0
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>57.0</b>	<b>36.4</b>	<b>3.0</b>	<b>2.0</b>	<b>0.7</b>	<b>1.0</b>
Activités immobilières	70	70.7	27.9	1.1	0.3	0.1	0.0
Activités informatiques	72	45.9	41.9	5.1	4.6	1.4	1.1
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	52.9	39.4	3.5	2.1	0.8	1.3
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	54.7	35.8	3.4	3.4	1.1	1.5
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>33.9</b>	<b>56.7</b>	<b>3.8</b>	<b>2.7</b>	<b>0.9</b>	<b>2.0</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>47.9</b>	<b>45.7</b>	<b>3.5</b>	<b>2.0</b>	<b>0.4</b>	<b>0.4</b>
<b>Total</b>		<b>40.7</b>	<b>46.4</b>	<b>6.1</b>	<b>4.0</b>	<b>1.4</b>	<b>1.5</b>

Source : STATEC

## 4. Création d'entreprises

### 4.1 Définition

Les créations d'entreprises (ou les naissances d'entreprises) sont définies dans le règlement communautaire n° 2700/98 du 17 décembre 1998 relatif aux définitions des caractéristiques des statistiques structurelles des entreprises comme: « *le nombre de naissances d'entreprises survenues dans la population considérée du répertoire des entreprises corrigé des erreurs. Une naissance représente la création d'une combinaison de facteurs de production sous réserve qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans ce processus. La naissance n'inclut pas les entrées survenues dans la population dues à des fusions, des dissolutions (éclatements), des scissions ou des restructurations au*

*sein d'un ensemble d'entreprises. De même, les entrées survenues dans une sous-population, ne résultant que d'un changement d'activité, ne sont pas incluses* ».

Il en découle de cette définition que les entreprises nouvelles doivent avoir commencé réellement l'activité. Par convention, les entreprises pour lesquelles au moins deux des caractéristiques principales (activité, contrôle, localisation) ont changé seront également considérées comme des entreprises nouvelles (cf. règles de continuité, sous-section 3.2.1). De même, les entreprises réactivées après une période d'inactivité dépassant deux années consécutives (cf. sous-section 3.2.2) représentent également des naissances.

### 4.2 Méthodologie pour repérer les entreprises créées

La méthodologie recommandée au niveau communautaire pour déterminer les créations d'entreprises (naissances) pour une année quelconque (t) procède par plusieurs étapes:

- Elaboration des populations des entreprises actives pour les années (t), (t-1) et (t-2) (ci-après dénommées A(t), A(t-1) et A(t-2));
- Pour déterminer les naissances en (t), on compare dans une première étape les entreprises actives figurant dans A(t) (les naissances en (t) sont incluses dans cette dernière) avec celles figurant dans A(t-1). Dans une deuxième étape (pour éliminer les réactivations), on compare les entreprises figurant dans A(t) avec celles figurant dans A(t-2). Celles ne figurant ni dans A(t-1), ni dans A(t-2) sont considérées comme les naissances provisoires de l'année (t);

- De l'ensemble des naissances provisoires ainsi déterminées, il faut encore éliminer celles qui ne représentent pas une naissance « réelle » au sens de la définition énoncée ci-avant (cf. section 4.1). Il s'agit principalement d'entreprises nouvelles apparaissant suite aux événements démographiques tels que fusions, dissolutions (éclatements) ou scissions (cf. section 3.1), mais également celles émanant suite aux liens non encore enregistrés dans le répertoire. Pour ce faire, on procède à la vérification systématique de toutes les naissances provisoires d'une certaine taille (emploi salarié moyen en (t) ou (t+1) supérieur ou égal à 10 salariés). Nous estimons que cette façon de procéder permet d'éliminer la majorité des entreprises nouvelles apparaissant dans le répertoire suite à l'un des événements énoncés ci-avant. Les entreprises non éliminées constituent la population des naissances « réelles » pour une année quelconque (t).

### 4.3 Résultats et commentaires

La création d'entreprises nouvelles peut être considérée comme un élément important contribuant au renouvellement du système économique. De même, les entreprises nouvelles constituent une sorte de force d'équilibrage apparaissant généralement dans les branches d'activités caractérisées par la réalisation de profits supérieurs à la moyenne. D'un point de vue économique, des entreprises sont probablement créées dans les activités pour lesquelles la demande intérieure est relativement élevée, la proximité au consommateur constitue un avantage compétitif, des opportunités de

marché existent sur un plan local ou régional et le taux de concentration est relativement faible. Ceci est d'autant plus vrai quand les barrières à l'entrée en termes d'investissement en capital, de savoir-faire et de connaissances spécifiques du marché sont faibles. D'un autre côté, des personnes pourront être amenées à créer leur propre entreprise quand les alternatives d'emploi sont rares ou la création d'entreprise est subventionnée et facilitée par la mise en place de formes spécifiques de prêts.

**Quel est le nombre d'entreprises créées en 2001?**

En 2001, 3 075 entreprises ont été créées (contre 3 017 entreprises l'année précédente, cf. tableau 4.1). Le nombre le plus élevé d'entreprises a été créé dans la section "Immobilier, location et services aux entreprises" avec plus de 1 100 entreprises (dont 600 entreprises seules dans la division "Services principalement fournis aux entreprises"). Ceci correspond à une augmentation de plus ou moins 100 entreprises par rapport à l'année précédente. Il en résulte que cette section représente plus que 35% des naissances d'entreprises de cette année (cf.

tableau 4.2). Celle-ci est suivie par la section "Commerce" qui a enregistré plus que 600 entreprises nouvelles (une réduction d'environ 70 entreprises par rapport à l'année précédente), ce qui représente 20% de la création totale de l'année 2001. Pris ensemble, les deux sections précitées ont créé plus que la moitié des entreprises nouvelles en 2001. La section "Activités financières" représente encore 12.5% de la création totale d'entreprises. Par contre, la contribution des sections "Industrie" et "Education, santé et action sociale" dans la création d'entreprises reste en dessous de la barre de 5%.

**Tableau 4.1: Nombre d'entreprises nouvelles (unités)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>80</b>	<b>75</b>	<b>76</b>	<b>70</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	11	16	16	6
Edition, imprimerie, reproduction	22	21	21	14	16
Métallurgie et travail des métaux	DJ	19	14	23	15
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	22	20	15	27
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>185</b>	<b>171</b>	<b>164</b>	<b>166</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>827</b>	<b>803</b>	<b>689</b>	<b>616</b>
Commerce et réparation automobile	50	98	99	89	75
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	478	453	357	306
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	251	251	243	235
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>292</b>	<b>299</b>	<b>266</b>	<b>293</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>158</b>	<b>177</b>	<b>194</b>	<b>150</b>
Transports	60 à 63	143	159	173	137
Postes et télécommunications	64	15	18	21	13
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>244</b>	<b>318</b>	<b>332</b>	<b>384</b>
Intermédiation financière	65	196	262	264	294
Assurances	66	9	8	17	8
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	39	48	51	82
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>916</b>	<b>1 044</b>	<b>1 031</b>	<b>1 126</b>
Activités immobilières	70	227	272	263	299
Activités informatiques	72	122	141	156	189
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	529	599	570	599
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	38	32	42	39
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>114</b>	<b>103</b>	<b>95</b>	<b>103</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>186</b>	<b>186</b>	<b>170</b>	<b>167</b>
<b>Total</b>		<b>3 002</b>	<b>3 176</b>	<b>3 017</b>	<b>3 075</b>

Source : STATEC

**Tableau 4.2: Nombre d'entreprises nouvelles (en % du nombre total d'entreprises nouvelles)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuel				moyenne
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>2.7</b>	<b>2.4</b>	<b>2.5</b>	<b>2.3</b>	<b>2.5</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	0.4	0.5	0.5	0.2	0.4
Edition, imprimerie, reproduction	22	0.7	0.7	0.5	0.5	0.6
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.6	0.4	0.8	0.5	0.6
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	0.7	0.6	0.5	0.9	0.7
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>6.2</b>	<b>5.4</b>	<b>5.4</b>	<b>5.4</b>	<b>5.6</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>27.5</b>	<b>25.3</b>	<b>22.8</b>	<b>20.0</b>	<b>23.9</b>
Commerce et réparation automobile	50	3.3	3.1	2.9	2.4	2.9
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	15.9	14.3	11.8	10.0	13.0
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	8.4	7.9	8.1	7.6	8.0
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>9.7</b>	<b>9.4</b>	<b>8.8</b>	<b>9.5</b>	<b>9.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>5.3</b>	<b>5.6</b>	<b>6.4</b>	<b>4.9</b>	<b>5.5</b>
Transports	60 à 63	4.8	5.0	5.7	4.5	5.0
Postes et télécommunications	64	0.5	0.6	0.7	0.4	0.5
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>8.1</b>	<b>10.0</b>	<b>11.0</b>	<b>12.5</b>	<b>10.4</b>
Intermédiation financière	65	6.5	8.2	8.8	9.6	8.3
Assurances	66	0.3	0.3	0.6	0.3	0.3
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	1.3	1.5	1.7	2.7	1.8
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>30.5</b>	<b>32.9</b>	<b>34.2</b>	<b>36.6</b>	<b>33.6</b>
Activités immobilières	70	7.6	8.6	8.7	9.7	8.6
Activités informatiques	72	4.1	4.4	5.2	6.1	5.0
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	17.6	18.9	18.9	19.5	18.7
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	1.3	1.0	1.4	1.3	1.2
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>3.8</b>	<b>3.2</b>	<b>3.1</b>	<b>3.3</b>	<b>3.4</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>6.2</b>	<b>5.9</b>	<b>5.6</b>	<b>5.4</b>	<b>5.8</b>
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : STATEC

### Quel est le taux de création d'entreprises en 2001?

Le renouvellement d'une population d'entreprises peut être mesuré par le taux de création<sup>1</sup> (ou taux de naissance). Celui-ci renseigne sur la proportion d'entreprises nouvelles par rapport à la population des entreprises actives. Le taux de création d'entreprises pour l'économie entière se situe à 12% en 2001 (cf. tableau 4.3). Ce taux est particulièrement élevé dans les sections "Activités financières" (19%) – notamment dans la division "Intermédiation financière" (24%) et malgré un taux très faible observé dans la division "Assurances" (2.3%)– et "Immobilier, location et services aux entreprises" (16%), notamment dans la division "Activités

informatiques" (22.5%). A l'inverse, le taux de création est relativement faible dans les sections "Industrie" (7%) – notamment dans la division "Industries agricoles et alimentaires" (3%) – et "Education, santé et action sociale" (6.5%). Les divergences observées dans les taux de création d'une branche à l'autre peuvent s'expliquer par des barrières à l'entrée plus ou moins faibles ou des espérances de profit plus ou moins élevées. Notons également la forte chute du taux de création dans la section "Transports et télécommunications" (11.5% en 2001 contre 15% en moyenne pour les années précédentes), notamment pour la division "Postes et télécommunications" (12.5% en 2001 contre 20% en moyenne pour les années précédentes).

**Tableau 4.3: Taux de création (en % des entreprises actives)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuel				moyen
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>8.1</b>	<b>7.4</b>	<b>7.5</b>	<b>6.8</b>	<b>7.4</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	4.9	7.1	7.1	2.7	5.5
Edition, imprimerie, reproduction	22	11.4	11.1	7.8	8.8	9.8
Métallurgie et travail des métaux	DJ	10.4	7.3	11.2	7.3	9.0
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	6.0	5.5	4.2	7.3	5.8
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>10.6</b>	<b>9.5</b>	<b>9.1</b>	<b>8.9</b>	<b>9.5</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>12.0</b>	<b>11.5</b>	<b>9.9</b>	<b>9.0</b>	<b>10.6</b>
Commerce et réparation automobile	50	11.0	11.0	10.1	8.7	10.2
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	16.5	15.0	11.8	10.1	13.3
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	8.1	8.2	8.0	7.9	8.1
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>11.1</b>	<b>11.2</b>	<b>10.0</b>	<b>11.0</b>	<b>10.8</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>14.5</b>	<b>15.0</b>	<b>15.3</b>	<b>11.5</b>	<b>14.0</b>
Transports	60 à 63	14.2	14.6	14.8	11.4	13.7
Postes et télécommunications	64	19.5	20.5	21.2	12.5	18.2
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>16.5</b>	<b>19.2</b>	<b>17.9</b>	<b>18.7</b>	<b>18.2</b>
Intermédiation financière	65	24.9	28.1	24.3	23.9	25.2
Assurances	66	2.7	2.4	4.8	2.3	3.1
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	10.9	12.7	12.3	17.4	13.5
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>16.2</b>	<b>16.8</b>	<b>15.4</b>	<b>15.7</b>	<b>16.0</b>
Activités immobilières	70	14.4	15.8	14.4	15.2	15.0
Activités informatiques	72	22.6	22.4	21.3	22.4	22.1
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	15.9	16.5	14.8	14.7	15.4
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	16.9	13.6	16.5	14.7	15.4
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>7.3</b>	<b>6.5</b>	<b>5.9</b>	<b>6.2</b>	<b>6.4</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>13.0</b>	<b>12.4</b>	<b>11.1</b>	<b>10.7</b>	<b>11.8</b>
<b>Total</b>		<b>12.8</b>	<b>12.9</b>	<b>11.9</b>	<b>11.8</b>	<b>12.3</b>

Source : STATEC

Une comparaison des résultats obtenus pour le Luxembourg avec ceux des autres pays participants (cf. tableau 4.4) permet de constater que le Luxembourg se place en tête du classement du taux de création le plus élevé, devançant nettement le taux moyen observé (LU: 12.8%; EU 8.8%) et celui de la Norvège occupant la deuxième place (LU: 12.8%; NO 10.1%). Cette bonne performance s'explique surtout par les résultats obtenus dans le secteur des services (LU: 12.8%; EU: 9.1%), mais

également dans le secteur de l'industrie (LU: 6.8%; EU: 5.6%). Par contre, dans le secteur de la construction le Luxembourg se place plutôt dans la fin du classement (LU: 8.9%; EU: 9.4%). Ce résultat peut s'expliquer par la forte pénétration d'entreprises frontalières travaillant de façon plus ou moins régulière sur le territoire luxembourgeois, signe de concurrence accrue dans ce secteur.

**Tableau 4.4: Taux de création (en %) en 2001 des pays participants**

	PP (1)	BE	DK	ES	IT	LU	PB	PT (2)	FI	SE	GB	NO
Économie entière (C à O)	8.8	-	9.3	9.1	7.7	12.2	9.6	7.5	7.2	6.6	-	10.1
Industrie (C à E)	5.6	-	5.1	6.6	5.2	6.8	6.3	5.6	5.2	4.7	-	5.3
Construction (F)	9.4	-	9.0	12.3	9.0	8.9	11.7	10.0	8.3	6.3	-	9.5
Services (G à K)	9.1	-	10.0	8.8	7.9	12.8	9.6	7.5	7.4	6.9	-	10.9

(1) Moyenne des pays participants (hors Belgique et Angleterre)

(2) Entreprises individuelles non couvertes en 2001

Source: Eurostat (NewCronos/theme4/SBS/Bus\_Demo)

<sup>1</sup> Le taux de création correspond au rapport en pourcentage entre le nombre d'entreprises créées et le nombre d'entreprises actives.

### Quelle est la contribution des entreprises créées en 2001 à l'emploi salarié?

En dehors du nombre absolu d'entreprises créées, il est particulièrement intéressant d'un point de vue politique de l'emploi de considérer leur potentiel dans la création d'emplois salariés.

Certes, il existe un certain intérêt pour regarder le nombre annuel d'entreprises créées, mais leur potentiel dans la création d'emplois salariés est particulièrement intéressant d'un point de vue politique de l'emploi. La création de postes d'emploi salarié par les entreprises nouvelles peut être divisée en deux parties distinctes, d'une part les postes créés durant leur première année d'activité (voir ci-après) et d'autre part l'accroissement subséquent du niveau d'emploi en cas de survie et de croissance de l'entreprise nouvelle (voir chapitre suivant). Au début de leur activité, il n'est pas inhabituel de constater qu'une entreprise nouvelle opère souvent en dessous de sa taille optimale de fonctionnement.

Les entreprises nées en 2001 ont créé plus de 3 500 nouveaux postes d'emploi salarié durant leur première année d'activité (cf. tableau 4.5). Ceci représente une

augmentation de presque 300 postes par rapport au nombre de postes créés par les entreprises nées en 2000. La section "Immobilier, location et services aux entreprises" a enregistré de loin le nombre le plus élevé de postes dépassant la barre des 1 000 unités (dont 700 postes dans la division "Services fournis principalement aux entreprises"). Ceci n'est pas étonnant vu que cette section a également créé le nombre le plus élevé d'entreprises nouvelles en 2001 (cf. tableau 4.1). En termes relatifs, cette section représente à elle seule 30% du nombre total de postes d'emploi salarié créés par les entreprises nées en 2001 durant leur première année d'activité (cf. tableau 4.6). Les contributions de chacune des sections "Construction", "Commerce", "Hôtels et restaurants" et "Activités financières" dans cette création se situent au-dessus de la barre des 10%. Par contre, les parts relatives des sections "Industrie" et "Services collectifs, sociaux et personnels" restent très faibles (3%). Ceci s'explique par le nombre relativement faible d'entreprises créées en 2001 dans ces sections (surtout dans l'industrie).

**Tableau 4.5: Emploi salarié des entreprises nouvelles au cours de leur première année d'activité**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>285</b>	<b>152</b>	<b>143</b>	<b>110</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	67	24	49	57
Edition, imprimerie, reproduction	22	53	24	7	10
Métallurgie et travail des métaux	DJ	93	90	70	18
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	72	14	13	25
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>743</b>	<b>661</b>	<b>452</b>	<b>429</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>792</b>	<b>605</b>	<b>460</b>	<b>470</b>
Commerce et réparation automobile	50	75	134	64	82
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	345	277	229	155
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	372	194	167	233
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>494</b>	<b>511</b>	<b>403</b>	<b>501</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>409</b>	<b>348</b>	<b>477</b>	<b>295</b>
Transports	60 à 63	380	308	456	289
Postes et télécommunications	64	29	40	21	6
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>357</b>	<b>386</b>	<b>400</b>	<b>419</b>
Intermédiation financière	65	123	254	168	203
Assurances	66	11	24	46	3
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	223	108	186	213
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>492</b>	<b>909</b>	<b>702</b>	<b>1 040</b>
Activités immobilières	70	69	97	86	98
Activités informatiques	72	102	125	153	198
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	316	675	435	704
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	5	12	28	40
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>94</b>	<b>222</b>	<b>91</b>	<b>173</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>58</b>	<b>121</b>	<b>142</b>	<b>113</b>
<b>Total</b>		<b>3 724</b>	<b>3 915</b>	<b>3 270</b>	<b>3 550</b>

Source : STATEC

<sup>1</sup> Le tableau 4.4 reprend la création brute de postes d'emploi salarié au cours de la première année d'activité des entreprises nouvelles, c'est-à-dire les postes à nouveau supprimés au cours de cette année sont inclus (p.ex. suite au décès d'une entreprise au cours de son année de création).

**Tableau 4.6: Emploi salarié des entreprises nouvelles (en % du nombre total de salariés des entreprises nouvelles)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annual				moyen
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>7.7</b>	<b>3.9</b>	<b>4.4</b>	<b>3.1</b>	<b>4.8</b>
Industries agricoles et	DA	1.8	0.6	1.5	1.6	1.4
Edition, imprimerie,	22	1.4	0.6	0.2	0.3	0.7
Métallurgie et travail des	DJ	2.5	2.3	2.1	0.5	1.9
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	1.9	0.4	0.4	0.7	0.9
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>20.0</b>	<b>16.9</b>	<b>13.8</b>	<b>12.1</b>	<b>15.8</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>21.3</b>	<b>15.5</b>	<b>14.1</b>	<b>13.2</b>	<b>16.1</b>
Commerce et réparation	50	2.0	3.4	2.0	2.3	2.5
Commerce de gros et intermédiaires de	51	9.3	7.1	7.0	4.4	7.0
Commerce de détail et réparation d'articles	52	10.0	5.0	5.1	6.6	6.7
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>13.3</b>	<b>13.1</b>	<b>12.3</b>	<b>14.1</b>	<b>13.2</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>11.0</b>	<b>8.9</b>	<b>14.6</b>	<b>8.3</b>	<b>10.6</b>
Transports	60 à 63	10.2	7.9	13.9	8.1	9.9
Postes et télécommunications	64	0.8	1.0	0.6	0.2	0.7
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>9.6</b>	<b>9.9</b>	<b>12.2</b>	<b>11.8</b>	<b>10.8</b>
Intermédiation financière	65	3.3	6.5	5.1	5.7	5.2
Assurances	66	0.3	0.6	1.4	0.1	0.6
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	6.0	2.8	5.7	6.0	5.0
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>13.2</b>	<b>23.2</b>	<b>21.5</b>	<b>29.3</b>	<b>21.7</b>
Activités immobilières	70	1.9	2.5	2.6	2.8	2.4
Activités informatiques	72	2.7	3.2	4.7	5.6	4.0
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	8.5	17.2	13.3	19.8	14.7
Location sans opérateur; recherche et	71, 73	0.1	0.3	0.9	1.1	0.6
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>2.5</b>	<b>5.7</b>	<b>2.8</b>	<b>4.9</b>	<b>4.0</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>1.6</b>	<b>3.1</b>	<b>4.3</b>	<b>3.2</b>	<b>3.0</b>
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : STATEC

Une autre façon d'analyser la création d'emploi par les entreprises nouvelles est de considérer l'importance relative des postes d'emploi salarié créés dans les entreprises nouvelles par rapport au nombre total de postes occupés dans les entreprises actives. Ce ratio<sup>1</sup> se chiffre à 1.5% en 2001 (cf. tableau 4.7). Il est particulièrement élevé dans la section "Hôtels et restaurants" (4%), mais également à l'intérieur de la

section "Immobilier, location et services aux entreprises" pour les divisions "Activités immobilières" (6%) et "Activités informatiques" (4%). Par contre, il est très faible dans la section "Industrie" (0.3%) – à l'exception de la division "Industries agricoles et alimentaires" –, mais également dans les divisions "Postes et télécommunications" et "Assurances" (0.1%).

**Tableau 4.7: Emploi salarié des entreprises nouvelles (en % du nombre total de salariés des entreprises actives)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annual				moyen
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>0.8</b>	<b>0.4</b>	<b>0.4</b>	<b>0.3</b>	<b>0.5</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	1.5	0.5	1.1	1.2	1.1
Edition, imprimerie, reproduction	22	2.5	1.0	0.3	0.4	1.0
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.8	0.8	0.6	0.2	0.6
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	0.5	0.1	0.1	0.2	0.2
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>2.9</b>	<b>2.5</b>	<b>1.6</b>	<b>1.5</b>	<b>2.1</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>2.5</b>	<b>1.8</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>	<b>1.7</b>
Commerce et réparation automobile	50	1.4	2.3	1.1	1.3	1.5
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	3.2	2.4	1.9	1.2	2.1
Commerce de détail et réparation d'articles	52	2.4	1.2	1.0	1.4	1.5
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>4.8</b>	<b>4.6</b>	<b>3.5</b>	<b>4.2</b>	<b>4.3</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>2.3</b>	<b>1.8</b>	<b>2.3</b>	<b>1.3</b>	<b>1.9</b>
Transports	60 à 63	2.7	2.0	2.6	1.5	2.2
Postes et télécommunications	64	0.8	1.1	0.5	0.1	0.6
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>1.4</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>1.2</b>	<b>1.3</b>
Intermédiation financière	65	0.6	1.2	0.7	0.8	0.8
Assurances	66	0.7	1.3	2.1	0.1	1.0
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	5.5	2.5	3.7	3.5	3.7
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>1.8</b>	<b>2.5</b>	<b>1.7</b>	<b>2.4</b>	<b>2.1</b>
Activités immobilières	70	4.9	6.4	5.6	5.9	5.7
Activités informatiques	72	3.5	3.6	3.7	4.1	3.7
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	1.5	2.5	1.4	2.1	1.9
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.2	0.3	0.8	1.1	0.6
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>0.8</b>	<b>1.6</b>	<b>0.6</b>	<b>1.1</b>	<b>1.0</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>1.3</b>	<b>2.6</b>	<b>2.8</b>	<b>2.1</b>	<b>2.3</b>
<b>Total</b>		<b>2.0</b>	<b>1.9</b>	<b>1.5</b>	<b>1.5</b>	<b>1.7</b>

Source : STATEC

<sup>1</sup> Emploi salarié des entreprises nouvelles durant leur première année d'activité exprimé en pourcentage du nombre total de salariés des entreprises actives.

### Quelle est la taille (en termes d'emploi salarié) des entreprises créées?

La majorité des entreprises qui ont été créées au cours de la période couverte (1998-2001), toutes activités confondues, n'ont pas engagé de salariés au cours de leur première année d'activité (62%, cf. tableau 4.8). Ces entreprises fonctionnent au début de leur activité avec le seul soutien du (des) propriétaire(s)-exploitant ou personnes indépendantes qui les ont constituées. Ainsi, l'engagement du premier salarié semble être un obstacle pour la plupart des ces entreprises. En effet, une fois la décision prise d'engager une ou plusieurs personnes, des accroissements significatifs du chiffre d'affaires sont nécessaires pour couvrir les coûts supplémentaires ainsi engendrés. La grande majorité des entreprises créées (95%) occupe moins que 5 salariés au cours de leur année de création (seulement 2% des naissances d'entreprises occupent dix salariés ou plus). Ce résultat semble confirmer que les entreprises nouvelles opèrent souvent en dessous de leur taille minimale d'efficience.

La proportion des entreprises nouvelles sans salariés est particulièrement importante dans les sections "Immobilier, location et services aux entreprises" (74%) – surtout dans la division "Activités immobilières" (80%) – et "Services collectifs, sociaux et personnels" (73%). Par contre, elle est relativement faible dans les sections "Construction" (38%) et "Hôtels et restaurants" (40%), mais surtout dans les divisions "Assurances" (29%) et "Auxiliaires financiers et d'assurance" (28%). Ces sections et divisions semblent être caractérisées par un nombre minimum de personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'entreprise dès le début des activités. Des proportions plus élevées d'entreprises de taille plus grande (5 salariés ou plus) sont créées surtout dans les sections "Construction" (23%), "Industrie" (15%) – notamment dans la division "Métallurgie et travail des métaux" (27%) – et "Transports et communications" (12%), mais également dans les divisions "Assurances" (12%) et "Auxiliaires financiers et d'assurance" (15%).

**Tableau 4.8: Répartition (en %) des entreprises créées entre 1998 et 2001 par strate de salariés**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	strate de salariés			
		0	1-4	5-9	10+
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>56.1</b>	<b>28.9</b>	<b>9.3</b>	<b>5.6</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	51.0	26.5	10.2	12.2
Edition, imprimerie, reproduction	22	61.1	30.6	5.6	2.8
Métallurgie et travail des métaux	DJ	43.7	29.6	15.5	11.3
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	54.8	34.5	9.5	1.2
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>38.0</b>	<b>38.8</b>	<b>14.3</b>	<b>8.9</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>66.3</b>	<b>30.3</b>	<b>2.6</b>	<b>0.8</b>
Commerce et réparation automobile	50	62.6	30.2	6.6	0.6
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	70.1	27.7	1.6	0.6
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	61.4	34.6	2.8	1.2
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>40.6</b>	<b>50.9</b>	<b>6.6</b>	<b>1.9</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>53.2</b>	<b>34.9</b>	<b>6.2</b>	<b>5.7</b>
Transports	60 à 63	52.8	34.8	6.5	5.9
Postes et télécommunications	64	56.7	35.8	3.0	4.5
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>49.8</b>	<b>45.9</b>	<b>2.3</b>	<b>1.9</b>
Intermédiation financière	65	55.5	42.9	1.1	0.5
Assurances	66	28.6	59.5	7.1	4.8
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	27.7	57.3	7.3	7.7
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>74.3</b>	<b>23.1</b>	<b>1.9</b>	<b>0.7</b>
Activités immobilières	70	79.6	19.7	0.5	0.2
Activités informatiques	72	62.2	32.1	5.1	0.7
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	74.8	22.4	1.8	1.0
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	76.8	20.5	1.3	1.3
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>47.5</b>	<b>48.2</b>	<b>2.4</b>	<b>1.9</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>72.8</b>	<b>24.0</b>	<b>2.5</b>	<b>0.7</b>
<b>Total</b>		<b>62.0</b>	<b>32.4</b>	<b>3.7</b>	<b>1.9</b>

Source : STATEC

Vu les considérations qui précèdent, il n'est pas étonnant de constater que la taille moyenne d'une entreprise nouvelle sur la période couverte équivaut à 1.2 salariés (cf. tableau 4.9). Celle-ci est plus élevée dans les sections "Construction" (3.3 salariés), "Industries" et "Transports et communications" (2.3 salariés), mais également dans la division "Auxiliaires financiers et d'assurance" (3.3 salariés). En comparant la taille moyenne des entreprises nouvelles avec celle des entreprises actives (nouvelles et existantes), on peut mesurer dans quelle mesure les entreprises nouvelles se rapprochent de la taille des entreprises actives. Pour l'économie entière, ce ratio reste en moyenne en dessous de 15% sur la période couverte (cf. tableau 4.10). Les différences les plus importantes sont enregistrées dans les sections "Industrie" (6.5%) et

"Activités financières" (7%). Pour cette dernière, ce résultat s'explique par le ratio très faible observé dans la division "Intermédiation financière" (3%). Cette différence est également très élevée dans la division "Postes et télécommunications" (3.5%) – ce résultat peut s'expliquer par le nombre relativement faible d'entreprises créées dans cette division. Par contre, les différences sont plus faibles dans la section "Hôtels et restaurants" (40%), mais également dans la division "Activités immobilières" (38%). Ceci confirme que l'échelle minimale d'efficience productive est généralement plus faible pour ces activités. Les divergences ainsi observées montrent aussi que le potentiel de croissance des entreprises créées varie d'une branche d'activité à l'autre.



Tableau 4.9: Taille moyenne des entreprises nouvelles

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuelle				moyenne
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>3.6</b>	<b>2.0</b>	<b>1.9</b>	<b>1.6</b>	<b>2.3</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	6.1	1.5	3.1	9.5	4.0
Edition, imprimerie, reproduction	22	2.5	1.1	0.5	0.6	1.3
Métallurgie et travail des métaux	DJ	4.9	6.4	3.0	1.2	3.8
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	3.3	0.7	0.9	0.9	1.5
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>4.0</b>	<b>3.9</b>	<b>2.8</b>	<b>2.6</b>	<b>3.3</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>1.0</b>	<b>0.8</b>	<b>0.7</b>	<b>0.8</b>	<b>0.8</b>
Commerce et réparation automobile	50	0.8	1.4	0.7	1.1	1.0
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	0.7	0.6	0.6	0.5	0.6
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	1.5	0.8	0.7	1.0	1.0
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>1.7</b>	<b>1.7</b>	<b>1.5</b>	<b>1.7</b>	<b>1.7</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>2.6</b>	<b>2.0</b>	<b>2.5</b>	<b>2.0</b>	<b>2.3</b>
Transports	60 à 63	2.7	1.9	2.6	2.1	2.3
Postes et télécommunications	64	1.9	2.2	1.0	0.5	1.4
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>1.5</b>	<b>1.2</b>	<b>1.2</b>	<b>1.1</b>	<b>1.2</b>
Intermédiation financière	65	0.6	1.0	0.6	0.7	0.7
Assurances	66	1.2	3.0	2.7	0.4	2.0
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	5.7	2.3	3.6	2.6	3.3
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>0.5</b>	<b>0.9</b>	<b>0.7</b>	<b>0.9</b>	<b>0.8</b>
Activités immobilières	70	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3
Activités informatiques	72	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	0.6	1.1	0.8	1.2	0.9
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.1	0.4	0.7	1.0	0.6
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>0.8</b>	<b>2.2</b>	<b>1.0</b>	<b>1.7</b>	<b>1.4</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>0.3</b>	<b>0.7</b>	<b>0.8</b>	<b>0.7</b>	<b>0.6</b>
<b>Total</b>		<b>1.2</b>	<b>1.2</b>	<b>1.1</b>	<b>1.2</b>	<b>1.2</b>

Source : STATEC

Tableau 4.10: Ratio (en %) taille moyenne des entreprises nouvelles / taille moyenne des entreprises actives

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuel				moyen
		1998	1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>10.2</b>	<b>5.8</b>	<b>5.3</b>	<b>4.4</b>	<b>6.5</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	30.5	7.3	14.8	44.8	19.5
Edition, imprimerie, reproduction	22	22.0	9.3	3.5	4.2	9.9
Métallurgie et travail des métaux	DJ	7.6	10.9	5.5	2.1	6.5
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	7.9	1.6	2.0	2.1	3.4
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>27.6</b>	<b>25.9</b>	<b>18.0</b>	<b>16.6</b>	<b>22.1</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>20.8</b>	<b>15.5</b>	<b>13.3</b>	<b>14.6</b>	<b>16.1</b>
Commerce et réparation automobile	50	12.6	21.2	10.4	14.8	14.7
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	19.3	15.7	15.7	11.9	15.8
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	29.7	14.4	12.8	17.7	18.5
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>42.9</b>	<b>40.7</b>	<b>35.0</b>	<b>38.3</b>	<b>39.2</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>15.9</b>	<b>12.1</b>	<b>14.7</b>	<b>11.0</b>	<b>13.4</b>
Transports	60 à 63	19.1	13.7	17.9	13.2	15.9
Postes et télécommunications	64	4.1	5.1	2.5	1.2	3.4
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>8.3</b>	<b>7.1</b>	<b>7.2</b>	<b>6.5</b>	<b>7.2</b>
Intermédiation financière	65	2.4	4.1	2.9	3.3	3.2
Assurances	66	24.8	54.8	43.7	5.2	33.5
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	50.3	19.9	29.9	19.9	27.5
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>10.8</b>	<b>15.2</b>	<b>11.3</b>	<b>15.1</b>	<b>13.3</b>
Activités immobilières	70	34.3	40.5	38.7	38.9	38.2
Activités informatiques	72	15.4	16.0	17.4	18.1	16.9
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	9.7	15.1	9.5	14.2	12.3
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.9	2.5	4.6	7.3	3.9
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>10.3</b>	<b>25.3</b>	<b>10.5</b>	<b>17.8</b>	<b>15.9</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>10.3</b>	<b>21.3</b>	<b>25.7</b>	<b>20.1</b>	<b>19.2</b>
<b>Total</b>		<b>15.3</b>	<b>14.6</b>	<b>12.4</b>	<b>12.8</b>	<b>13.7</b>

Source : STATEC

### **Création d'entreprises: évolution historique et tendances**

Le nombre annuel d'entreprises créées est relativement stable sur la période couverte et varie entre 3 000 et 3 200 entreprises nouvelles (cf. tableau 4.1). On peut observer une tendance à la hausse surtout dans les sections "Activités financières" (de 240 à 380 entreprises) et "Immobilier, location et services aux entreprises" (de 920 à 1 130 entreprises). A l'intérieur de celles-ci, le nombre d'entreprises créées dans la division "Assurances" reste très faible (en dessous de 20 entreprises chaque année), alors que celui de la division "Activités informatiques" a progressé constamment (de 120 à 190 entreprises). Par contre, le nombre d'entreprises créées dans la section "Commerce" a baissé continuellement sur la période couverte (de 830 à 620 entreprises). La création d'entreprises nouvelles reste très faible dans la section "Industrie" ne dépassant pas la barre des 100 entreprises chaque année. Ceci peut s'expliquer par la présence de barrières à l'entrée relativement élevées dans cette section (coûts élevés de premier établissement, échelle minimum d'efficacité productive élevée, cf. tableau 4.9).

En termes relatifs, la contribution de la section "Commerce" dans la création annuelle d'entreprises a progressivement diminué sur la période couverte (de 28 à 20%, cf. tableau 4.2), alors que celle des sections

"Immobilier, location et services aux entreprises" (de 30 à 37%) et "Activités financières" (de 8 à 12%) a continuellement augmenté sur la même période.

Le taux de création a légèrement baissé pour passer de 13% en 1998 à 12% en 2001 (cf. tableau 4.3). Cette baisse trouve son explication dans la diminution observée du taux de création dans les sections "Industrie" (de 8 à 7%), "Construction" (de 10.5 à 9%), "Services collectifs, sociaux et personnels" (de 13 à 11%), mais surtout "Commerce" (de 12 à 9%). Pour cette dernière, ce résultat s'explique par la forte baisse observée dans la division "Commerce de gros et intermédiaires de commerce" (de 16.5 à 10%).

La contribution des entreprises nouvellement créées dans la création d'emploi au cours de leur première année d'activité varie entre 3 300 (2000) et 3 900 (1999) postes d'emploi salarié (cf. tableau 4.5). Ceci représente en moyenne 1.7% de l'emploi salarié total des entreprises actives (cf. tableau 4.7). Ce sont surtout les entreprises créées dans la section "Immobilier, location et services aux entreprises" qui ont réalisé une forte progression dans la contribution relative à la création d'emploi salarié (de 13 à 29% - malgré une légère baisse en 2000 -, cf. tableau 4.6). Par contre, celle des entreprises créées dans les sections "Industrie", "Construction" et "Commerce" a fortement diminué sur la même période.

## 5. Survie des entreprises nouvelles

### 5.1 Définition

Au sens des recommandations communautaires, une entreprise née au cours de l'année (t) est considérée avoir survécu à l'année (t+i) dans les deux cas suivants:

- si elle a déclaré des salariés et/ou réalisé du chiffre d'affaires à n'importe quel moment de l'année (t+i) (survie sans changements);
- si l'unité légale (les unités légales) liée(s) à cette entreprise a (ont) cessé l'activité, mais cette activité a été reprise par une nouvelle unité légale spécialement créée pour reprendre les facteurs de production de cette entreprise (survie par reprise);

Il en découle du deuxième critère énoncé ci-avant que l'entreprise n'est considérée avoir survécu lorsque ces facteurs de productions sont repris par une entreprise nouvelle, c'est-à-dire une entreprise qui a commencé l'activité au cours de l'année de la reprise et qui ne représente pas une réactivation.

La détermination des populations successives (t+1,...,t+i,...,t+n) des entreprises survivantes (à partir d'une population initiale de naissances) permet de calculer des indicateurs particulièrement intéressants tels que le taux de survie<sup>1</sup> (qui mesure les chances de survie d'une entreprise nouvelle au cours du temps) ainsi que la croissance (mesurée par le changement de taille d'une entreprise) des entreprises créées.

### 5.2 Méthodologie pour repérer les entreprises survivantes

Pour déterminer les populations successives des entreprises survivantes à partir d'une population initiale de naissances, il faut distinguer deux cas: la population des entreprises nées en (t) ayant survécu leur première année d'activité, à savoir (t+1), et celles des entreprises nées en (t) ayant survécu en (t+i (pour  $i > 1$ )).

- a) *la population des entreprises nées en (t) ayant survécu en (t+1) (les survivants (t/t+1), où t=année de création, t+1=année de survie)*

Elaboration des populations des entreprises créées en (t) (ci-après dénommé C(t)) et des entreprises actives en (t+1) et (t+2) (ci-après dénommées A(t+1), A(t+2));

Dans une première étape, il faut comparer C(t) avec A(t+1). Ensuite, pour tenir compte des réactivations, il faut comparer C(t) aussi avec A(t+2). Les entreprises de C(t) figurant soit dans A(t+1), soit dans A(t+2) constituent la population des entreprises nées en (t) ayant survécu en (t+1) (ou la population des survivants (t/t+1)).

- b) *la population des entreprises nées en (t) ayant survécu en (t+i ( $i > 1$ )) (les survivants (t/t+i), où t=année de création, t+i=année de survie)*

Pour déterminer la population des entreprises survivantes (t/t+i) - ci-après dénommé S(t+i) -, le processus est quasi identique avec celui décrit plus haut sauf qu'il faut remplacer C(t) avec S(t+i-1) (ceci pour éviter qu'une entreprise créée en (t) devenue inactive pendant une période dépassant deux années consécutives ne réapparaisse dans le processus de détermination des populations successives S(t+i) ( $i=1, \dots, n$ )). Ainsi, il faut comparer S(t+i-1) avec A(t+i) et A(t+i+1). Les entreprises de S(t+i-1) figurant soit dans A(t+i), soit dans A(t+i+1) constituent la population des entreprises nées en (t) ayant survécu en (t+i) (ou la population des survivants (t/t+i)) ( $t > 1$ )).

Pour rechercher les entreprises répondant au deuxième critère énoncé ci-avant, toutes les entreprises de taille plus importante (emploi salarié moyen déclaré pour l'année précédant celle du décès de l'entreprise supérieur ou égal à 10 personnes) qui n'ont pas survécu ont été vérifiées de manière systématique. Celles qui remplissent les conditions retenues dans le deuxième critère susmentionné seront rajoutées à la population des entreprises survivantes correspondante.

<sup>1</sup> Le taux de survie pour une année quelconque (t+i) est calculé par le rapport en pourcentage entre le nombre d'entreprises nées en (t) et ayant survécu en (t+i) et le nombre d'entreprises créées en (t).

### 5.3 Résultats et commentaires

Le sort des entreprises nouvellement créées peut être multiple: au cours du temps, certaines d'entre elles peuvent grandir, d'autres par contre voient leur taille se réduire, et enfin, une partie non négligeable d'entre elles vont cesser l'activité. Plusieurs facteurs pourront influencer les chances de survie d'une entreprise. L'un des plus importants est certainement le profil du (des) dirigeant(s) responsable(s) de la création de l'entreprise. Un projet intitulé « *Factors of business success* » des entreprises nouvellement créées lancé par Eurostat devrait permettre d'obtenir des informations sur les caractéristiques socio-économiques des entrepreneurs qui ont réussi. D'autres facteurs pouvant influencer les chances de survie d'une entreprise nouvelle sont le moment choisi de la création de l'entreprise, la législation sociale, fiscale et celle du marché du travail, de même que les obstacles administratifs rencontrés. L'environnement compétitif de la branche d'activité choisie joue également un rôle important. De manière générale, des risques plus élevés sont associés avec la création d'une entreprise dans une branche d'activité nécessitant un investissement important en capital. L'innovation et le changement technologique sont d'autres barrières à l'entrée auxquelles les dirigeants doivent faire face.

#### Quelle est la proportion d'entreprises nouvelles qui vont survivre au cours du temps?

La proportion des entreprises nouvelles ayant survécu (ou taux de survie) leur première année d'activité atteint presque 90% en moyenne pour les trois années étudiées (1998-2000) (cf. tableau 5.1). Autrement dit, 10% des entreprises créées ne vont pas survivre leur première année d'activité. Les chances de survivre la première

année d'activité étaient plus élevées dans les sections "Construction" (92-95%) et "Education, santé et action sociale" (91-94%), alors qu'elles étaient plus faibles pour les entreprises créées en 1998 et 2000 dans la section "Activités financières" (85%) et celles créées en 2000 dans la section "Services collectifs, sociaux et personnels" (83%). Les taux de survie de 100% observés pour certaines divisions pourront s'expliquer simplement par le faible nombre d'entreprises créées dans celles-ci.

La proportion des entreprises nouvelles ayant survécu leur deuxième année d'activité descend en moyenne à presque 75% pour les deux années considérées (1998-1999). Ainsi, presque un quart des entreprises créées en 1998 et 1999 est décédée après deux années d'activité. Les chances de survivre la deuxième année d'activité étaient à nouveau élevées dans les sections "Industrie" (84%), "Education, santé et action sociale" (82-88%) et "Transports et communications" (81-82%), mais également pour les entreprises créées en 1999 dans la section "Construction" (85%). Par contre, elles étaient moins favorables dans la section "Hôtels et restaurants" (72%), mais également pour les entreprises nées en 1999 dans la section "Commerce" (73%).

Enfin, la proportion des entreprises créées en 1998 ayant survécu leur troisième année d'activité se situe à 67%, toutes activités confondues. Il en découle qu'un tiers des entreprises nées cette année a cessé l'activité après trois années seulement. Les chances de survivre la troisième année d'activité étaient les plus élevées dans les sections "Industrie" (76%) et "Services collectifs, sociaux et personnels" (78%), alors qu'elles étaient moins favorables dans les sections "Activités financières" (61%) et "Hôtels et restaurants" (62%), mais surtout dans la division "Intermédiation financière" (56%).

**Tableau 5.1: Taux de survie des entreprises nouvelles (% de survivants)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	Année de création (t) / Année de survie (t+i)					
		t/t+1			t/t+2		t/t+3
		98/99	99/00	00/01	98/00	99/01	98/01
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>92.5</b>	<b>89.3</b>	<b>89.5</b>	<b>83.8</b>	<b>84.0</b>	<b>76.3</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	90.9	93.8	87.5	81.8	93.8	81.8
Edition, imprimerie, reproduction	22	90.5	76.2	85.7	85.7	61.9	71.4
Métallurgie et travail des métaux	DJ	100.0	100.0	87.0	78.9	100.0	68.4
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	95.5	90.0	93.3	95.5	85.0	90.9
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>95.1</b>	<b>94.7</b>	<b>92.1</b>	<b>79.5</b>	<b>85.4</b>	<b>69.7</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>89.4</b>	<b>86.2</b>	<b>86.6</b>	<b>75.6</b>	<b>73.1</b>	<b>64.2</b>
Commerce et réparation automobile	50	90.8	88.9	84.3	72.4	73.7	62.2
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	87.7	83.2	85.7	73.4	70.4	62.3
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	92.0	90.4	88.9	80.9	77.7	68.5
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>90.4</b>	<b>89.6</b>	<b>88.3</b>	<b>72.3</b>	<b>72.6</b>	<b>62.0</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>89.2</b>	<b>92.1</b>	<b>90.7</b>	<b>81.0</b>	<b>81.9</b>	<b>68.4</b>
Transports	60 à 63	89.5	91.8	90.2	81.1	82.4	67.8
Postes et télécommunications	64	86.7	94.4	95.2	80.0	77.8	73.3
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>85.2</b>	<b>90.3</b>	<b>85.5</b>	<b>76.2</b>	<b>78.3</b>	<b>61.5</b>
Intermédiation financière	65	82.1	88.9	84.1	71.9	77.5	55.6
Assurances	66	100.0	100.0	94.1	88.9	87.5	88.9
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	97.4	95.8	90.2	94.9	81.3	84.6
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>88.9</b>	<b>90.1</b>	<b>90.6</b>	<b>78.9</b>	<b>78.7</b>	<b>68.8</b>
Activités immobilières	70	89.0	88.6	90.9	80.2	80.1	69.6
Activités informatiques	72	90.2	93.6	92.9	78.7	78.7	68.0
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	89.0	90.2	89.6	79.2	79.1	69.0
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	81.6	87.5	92.9	68.4	59.4	63.2
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>I (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>91.2</b>	<b>94.2</b>	<b>92.6</b>	<b>82.5</b>	<b>88.3</b>	<b>78.1</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>88.7</b>	<b>86.6</b>	<b>83.5</b>	<b>73.7</b>	<b>75.3</b>	<b>65.6</b>
<b>Total</b>		<b>89.4</b>	<b>89.4</b>	<b>88.7</b>	<b>77.2</b>	<b>77.5</b>	<b>66.7</b>

Source : STATEC

Au niveau européen (cf. tableau 5.2), les taux de survie à 1 an des entreprises nées en 1998 parmi les pays participants se situent dans une fourchette allant de 81 à 94%. Le Luxembourg, occupant un des premiers rangs, n'est devancé que par le Portugal et la Grande-Bretagne (PT: 94.1%; GB: 91.8%; LU 89.4%). Les taux de survie à 3 ans se situent dans une fourchette allant de 50 à 67%.

Seule la Norvège a réalisé une meilleure performance que le Luxembourg (NO: 66.9%; LU 66.2%). A travers les secteurs d'activité, les taux de survie (1, 2 ou 3 ans) de l'économie luxembourgeoise sont toujours parmi les plus élevés (le taux de survie à 3 ans dans le secteur de l'industrie dépassant nettement celui des autres pays).

**Tableau 5.2: Taux de survie (en %) des entreprises nées en 1998 des pays participants**

	PP (1)	BE	DK	ES	IT	LU	PB	PT	FI	SE	GB	NO
Economie entière (C à K)												
1 an	-	-	80.6	82.8	83.3	89.4	-	94.1	83.0	-	91.8	85.1
2 ans	-	-	63.8	69.3	71.3	77.2	-	71.6	68.4	-	77.8	74.8
3 ans	-	-	53.5	61.6	62.3	66.2	-	-	59.2	-	-	66.9
Industrie (C à E)												
1 an	-	-	83.2	86.7	83.6	92.5	-	95.0	86.3	-	90.4	85.7
2 ans	-	-	70.0	76.5	72.5	83.8	-	77.0	72.8	-	77.2	77.8
3 ans	-	-	60.3	69.2	64.5	76.3	-	-	64.3	-	-	65.8
Construction (F)												
1 an	-	-	83.6	81.3	84.6	95.1	-	92.3	84.6	97.4	92.4	85.2
2 ans	-	-	69.6	68.7	73.8	79.5	-	69.4	70.3	89.6	79.1	72.1
3 ans	-	-	60.6	60.9	66.4	69.7	-	-	61.1	80.6	-	64.6
Services (G à K)												
1 an	-	-	80.0	82.7	83.0	88.9	-	94.5	82.1	96.8	91.8	85.0
2 ans	-	-	62.4	68.7	70.6	76.9	-	71.3	67.3	86.4	77.7	75.0
3 ans	-	-	51.9	61.0	61.1	65.7	-	-	58.0	76.1	-	67.4

(1) Moyenne des pays participants

Source: Eurostat (NewCronos/theme4/SBS/Bus\_Demo)

### Est-ce que les entreprises survivantes vont créer des emplois?

L'emploi salarié dans les entreprises créées en 1998 a progressivement augmenté au cours de la période observée pour passer de 3 700 salariés au cours de leur

première année d'activité à 6 300 salariés au cours de la quatrième année d'activité (cf. tableau 5.3). Il en découle que la croissance de la taille des entreprises survivantes est suffisante pour compenser les pertes d'emploi engendrées par le décès successif d'entreprises nées en 1998.

**Tableau 5.3: Évolution de l'emploi salarié des entreprises créées en 1998 (en chiffres absolus)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>285</b>	<b>410</b>	<b>517</b>	<b>621</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	67	99	98	120
Edition, imprimerie, reproduction	22	53	90	117	117
Métallurgie et travail des métaux	DJ	93	102	142	189
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	72	119	160	195
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>743</b>	<b>917</b>	<b>1 004</b>	<b>979</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>792</b>	<b>1 105</b>	<b>1 093</b>	<b>1 117</b>
Commerce et réparation automobile	50	75	102	106	118
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	345	465	477	503
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	372	538	510	496
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>494</b>	<b>595</b>	<b>651</b>	<b>679</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>409</b>	<b>658</b>	<b>774</b>	<b>905</b>
Transports	60 à 63	380	621	738	872
Postes et télécommunications	64	29	37	36	33
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>357</b>	<b>487</b>	<b>589</b>	<b>700</b>
Intermédiation financière	65	123	139	147	137
Assurances	66	11	15	16	18
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	223	333	426	545
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>492</b>	<b>702</b>	<b>931</b>	<b>1 082</b>
Activités immobilières	70	69	78	88	88
Activités informatiques	72	102	170	245	351
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	316	434	578	623
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	5	20	20	20
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>94</b>	<b>113</b>	<b>127</b>	<b>126</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>58</b>	<b>84</b>	<b>107</b>	<b>119</b>
<b>Total</b>		<b>3 724</b>	<b>5 071</b>	<b>5 793</b>	<b>6 328</b>

Source : STATEC

En termes de croissance, l'emploi salarié de la population des entreprises nées en 1998 a progressé à un rythme moyen de +20% au cours des quatre premières années d'activité (cf. tableau 5.4). Pourtant, on peut observer que ce taux de croissance a chuté progressivement pour passer à +14% pour la troisième année d'activité et à moins de +10% pour la quatrième année d'activité. En 1999, la croissance du nombre de salariés des entreprises nées en 1998 était particulièrement élevée dans la section "Transports et communications" (+61%), alors qu'elle était plus faible dans les sections "Construction" (+23%), "Hôtels et restaurants" (+20%) et "Éducation, santé et action sociale" (+20%). L'emploi salarié des

entreprises créées en 1998 a progressé à un rythme moyen (1998-2001) plus élevé dans les sections "Industrie", "Transports et communications" et "Immobilier, location et services aux entreprises" (+30%) – notamment la division "Activités informatiques" (+50%). Par contre, la croissance moyenne était plus faible dans les sections "Construction" (+10%), "Commerce" (+12%), "Hôtels et restaurants" (+11%) et "Éducation, santé et action sociale" (+10%). Notons encore que l'emploi salarié des entreprises créées en 1998 dans la section "Commerce" n'a plus progressé après la deuxième année d'activité.

Tableau 5.4: Évolution de l'emploi salarié des entreprises créées en 1998 (croissance en %)

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuelle			moenne
		1999	2000	2001	1998-2001
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>43.9</b>	<b>26.1</b>	<b>20.1</b>	<b>29.6</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	47.8	-1.0	22.4	21.4
Edition, imprimerie, reproduction	22	69.8	30.0	0.0	30.2
Métallurgie et travail des métaux	DJ	9.7	39.2	33.1	26.7
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	65.3	34.5	21.9	39.4
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>23.4</b>	<b>9.5</b>	<b>-2.5</b>	<b>9.6</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>39.5</b>	<b>-1.1</b>	<b>2.2</b>	<b>12.1</b>
Commerce et réparation automobile	50	36.0	3.9	11.3	16.3
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	34.8	2.6	5.5	13.4
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	44.6	-5.2	-2.7	10.1
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>20.4</b>	<b>9.4</b>	<b>4.3</b>	<b>11.2</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>60.9</b>	<b>17.6</b>	<b>16.9</b>	<b>30.3</b>
Transports	60 à 63	63.4	18.8	18.2	31.9
Postes et télécommunications	64	27.6	-2.7	-8.3	4.4
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>36.4</b>	<b>20.9</b>	<b>18.8</b>	<b>25.2</b>
Intermédiation financière	65	13.0	5.8	-6.8	3.7
Assurances	66	36.4	6.7	12.5	17.8
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	49.3	27.9	27.9	34.7
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>42.7</b>	<b>32.6</b>	<b>16.2</b>	<b>30.0</b>
Activités immobilières	70	13.0	12.8	0.0	8.4
Activités informatiques	72	66.7	44.1	43.3	51.0
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	37.3	33.2	7.8	25.4
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	300.0	0.0	0.0	58.7
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>20.2</b>	<b>12.4</b>	<b>-0.8</b>	<b>10.3</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>44.8</b>	<b>27.4</b>	<b>11.2</b>	<b>27.1</b>
<b>Total</b>		<b>36.2</b>	<b>14.2</b>	<b>9.2</b>	<b>19.3</b>

Source : STATEC

La taille moyenne des entreprises créées en 1998 (cf. tableau 5.5), toutes activités confondues, est passée de 1 employé salarié en 1998 à 3 employés salariés en 2001, ce qui correspond à un taux de croissance moyen de +36%. Celui-ci est particulièrement élevé dans la division "Activités informatiques" (+70%), mais également dans

la division "Transports" (+50%). Le taux de croissance moyen de la taille des entreprises nées en 1998 était par contre plus faible dans les sections "Construction" (+23%) et "Education, santé et action sociale" (+20%), mais également pour la division "Activités immobilières" (+22%).

Tableau 5.5: Évolution de la taille moyenne (=emploi salarié moyen) des entreprises nées en 1998

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	taille moyenne				croissance annuelle
		1998	1999	2000	2001	2001/1998
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>3.6</b>	<b>5.5</b>	<b>7.7</b>	<b>10.2</b>	<b>41.9</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	6.1	9.9	10.9	13.3	29.8
Edition, imprimerie, reproduction	22	2.5	4.7	6.5	7.8	45.7
Métallurgie et travail des	DJ	4.9	5.4	9.5	14.5	43.7
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	3.3	5.7	7.6	9.8	43.9
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>4.0</b>	<b>5.2</b>	<b>6.8</b>	<b>7.6</b>	<b>23.6</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>1.0</b>	<b>1.5</b>	<b>1.7</b>	<b>2.1</b>	<b>30.0</b>
Commerce et réparation	50	0.8	1.1	1.5	1.9	36.2
Commerce de gros et intermédiaires de	51	0.7	1.1	1.4	1.7	32.7
Commerce de détail et réparation d'articles	52	1.5	2.3	2.5	2.9	24.8
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>1.7</b>	<b>2.3</b>	<b>3.1</b>	<b>3.8</b>	<b>30.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>2.6</b>	<b>4.7</b>	<b>6.0</b>	<b>8.4</b>	<b>47.9</b>
Transports	60 à 63	2.7	4.9	6.4	9.0	50.1
Postes et télécommunications	64	1.9	2.8	3.0	3.0	15.8
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>1.5</b>	<b>2.3</b>	<b>3.2</b>	<b>4.7</b>	<b>47.2</b>
Intermédiation financière	65	0.6	0.9	1.0	1.3	26.1
Assurances	66	1.2	1.7	2.0	2.3	22.6
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	5.7	8.8	11.5	16.5	42.4
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>0.5</b>	<b>0.9</b>	<b>1.3</b>	<b>1.7</b>	<b>47.3</b>
Activités immobilières	70	0.3	0.4	0.5	0.6	22.4
Activités informatiques	72	0.8	1.5	2.6	4.2	71.7
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	0.6	0.9	1.4	1.7	41.9
Location sans opérateur; recherche et	71, 73	0.1	0.6	0.8	0.8	85.0
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>0.8</b>	<b>1.1</b>	<b>1.4</b>	<b>1.4</b>	<b>19.7</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>0.3</b>	<b>0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>1.0</b>	<b>46.2</b>
<b>Total</b>		<b>1.2</b>	<b>1.9</b>	<b>2.5</b>	<b>3.2</b>	<b>36.6</b>

Source : STATEC

## 6. Cessation d'entreprises

### 6.1 Définition

Les cessations d'entreprises (ou les décès) sont définies par le même règlement communautaire no 2700/98 du 17 décembre 1998 comme « le nombre de décès d'entreprises survenues dans la population considérée du répertoire d'entreprises corrigé des erreurs. Le décès représente la disparition d'une combinaison de facteurs de production sous réserve qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans ce processus. Les décès n'incluent pas les sorties de la population dues à des fusions, des absorptions, des dissolutions (éclatements), ou des restructurations au sein d'un ensemble d'entreprises. De même, les sorties d'une sous-population ne résultant que d'un changement d'activité, ne sont pas incluses ».

Il en découle de cette définition que les entreprises décédées doivent avoir cessé réellement l'activité. Plusieurs raisons peuvent être à l'origine d'une cessation d'activité: cessation volontaire ou involontaire, liquidation, faillite, etc.. Par convention, une entreprise sera également considérée comme décédée si au moins deux des ses caractéristiques principales (activité principale, unité de contrôle, localisation de ses activités) ont changé (il en résulte la naissance d'une entreprise, cf. section 5.1). De même, les entreprises qui ne sont pas réactivées endéans une période de deux années consécutives représentent également des décès (cf. sous-section 3.2.2).

### 6.2 Méthodologie pour repérer les entreprises ayant cessé l'activité

Comme pour les naissances d'entreprises (cf. section 5.2), la méthodologie pour déterminer les cessations d'entreprises enregistrées dans le répertoire au cours d'une année quelconque (t) procède par plusieurs étapes:

Elaboration des populations des entreprises actives (cf. section 4.3) pour les années (t), (t+1) et (t+2), ci-après dénommées A(t), A(t+1) et A(t+2);

Pour déterminer les décès en (t), on compare dans une première étape les entreprises actives figurant dans A(t) (les décès en (t) sont inclus dans cette dernière) avec celles figurant dans A(t+1). Dans une deuxième étape (pour éliminer les réactivations), on compare les entreprises figurant dans A(t) avec celles figurant dans A(t+2). Celles ne figurant ni dans A(t+1), ni dans A(t+2) sont considérées comme les décès provisoires de l'année (t);

De l'ensemble des décès provisoires ainsi déterminés, il faut encore éliminer ceux qui ne représentent pas un décès « réel » au sens de la définition plus haut (cf. section 4.1). Il s'agit principalement de cessations d'entreprises apparaissant dans le répertoire suite aux événements démographiques tels que fusions, absorptions ou dissolutions/éclatements (cf. section 3.1), mais également celles résultant de liens non encore enregistrés dans le répertoire. Pour ce faire, on procède à la vérification systématique de tous les décès provisoires d'une certaine taille (emploi salarié moyen en (t) ou (t-1) supérieur ou égal à 10 salariés). Nous estimons que cette façon de procéder permet d'écarter la majorité des entreprises décédées résultant de l'un des événements énoncés ci-avant. Il en résulte que les entreprises non écartées constituent la population des décès « réels » pour une année quelconque (t).

### 6.3 Résultats et commentaires

Les raisons pour lesquelles une entreprise a échoué peuvent être multiples. De manière générale, le décès d'une entreprise est le résultat d'une combinaison de plusieurs facteurs, comme: gestion ou stratégie inadaptées, échec financier résultant de fonds insuffisants dès le départ, demande insuffisante pour les produits ou services, concurrence, un manque de formation ou de personnel qualifié. Par contre, le décès d'une entreprise ne signifie pas nécessairement que celle-ci a échoué. Le décès peut également résulter de la volonté des propriétaires de l'entreprise concernée lorsque le seul propriétaire de celle-ci a trouvé un emploi dans une autre entreprise, mais également lorsque le

transfert des activités à un nouveau propriétaire était impossible (p.ex. dans le cas d'une entreprise familiale).

#### Quel est le nombre d'entreprises qui cessent l'activité chaque année?

En 1998 et 1999, le nombre annuel d'entreprises décédées a progressé de quelques 200 unités, en dépassant la barre des 2 000 entreprises décédées en 1998 (cf. tableau 6.1). Ce sont surtout les sections "Commerce" et "Immobilier, location et services aux entreprises" responsables de cette évolution. En 2000, par contre, le nombre de cessations d'entreprises n'a guère progressé par rapport à l'année précédente (2 250



unités). La hausse enregistrée dans le décès d'entreprises des sections "Immobilier, location et services aux entreprises" et "Activités financières" a été entièrement compensée par la baisse observée dans les sections "Commerce" et "Construction".

La section "Commerce" enregistre la plupart des entreprises décédées chaque année. Après une période de croissance continue jusqu'en 1999 (de 590 à 740 unités), on peut observer pourtant une baisse dans le nombre de décès en 2000 pour cette section (670 unités). La deuxième position est occupée par la section "Immobilier, location et services aux entreprises", dont notamment la division "Services fournis principalement aux entreprises".

Le nombre de cessations d'entreprises enregistrées pour cette section a progressé continuellement au cours de la période couverte pour dépasser la barre des 600 unités en 2000. En troisième lieu, nous pouvons encore citer la section "Hôtels et restaurants" enregistrant presque 300 entreprises décédées chaque année, nombre qui ne varie guère au cours de la période couverte. Il n'est pas étonnant de constater que les sections précitées occupent également les premiers rangs dans le nombre annuel d'entreprises actives (cf. tableaux 3.1 et 3.2). Par contre, le nombre annuel de cessations reste en dessous de 100 unités pour les sections "Industrie" et "Education, santé et action sociale".

**Tableau 6.1: Nombre d'entreprises décédées (chiffres absolus)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	1997	1998	1999	2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>50</b>	<b>58</b>	<b>63</b>	<b>60</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	14	15	13	11
Edition, imprimerie, reproduction	22	16	18	22	16
Métallurgie et travail des métaux	DJ	6	5	8	15
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	13	18	18	18
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>113</b>	<b>116</b>	<b>151</b>	<b>113</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>587</b>	<b>677</b>	<b>743</b>	<b>670</b>
Commerce et réparation automobile	50	55	86	111	84
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	274	322	360	320
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	258	269	272	266
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>290</b>	<b>269</b>	<b>277</b>	<b>282</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>112</b>	<b>92</b>	<b>100</b>	<b>115</b>
Transports	60 à 63	105	83	92	106
Postes et télécommunications	64	7	9	8	9
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>107</b>	<b>142</b>	<b>136</b>	<b>178</b>
Intermédiation financière	65	76	110	108	136
Assurances	66	5	4	5	11
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	26	28	23	31
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>426</b>	<b>492</b>	<b>555</b>	<b>626</b>
Activités immobilières	70	120	133	151	159
Activités informatiques	72	39	50	52	76
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	251	283	328	366
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	16	26	24	25
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>59</b>	<b>75</b>	<b>72</b>	<b>52</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>109</b>	<b>117</b>	<b>136</b>	<b>140</b>
<b>Total</b>		<b>1 853</b>	<b>2 038</b>	<b>2 233</b>	<b>2 236</b>

Source : STATEC

En termes relatifs (en % du nombre total de décès), la section "Commerce" représente à elle seule plus que 30% du nombre annuel total de cessations d'entreprises (cf. tableau 6.2). La section "Immobilier, location et services aux entreprises" a contribué en moyenne à 25% (dont notamment la branche "Services fournis principalement aux entreprises") dans le décès d'entreprises pour l'économie entière (sa part a pourtant progressé au cours

de la période couverte, surtout en 2000 (28%)). Prises ensemble, ces deux sections totalisent plus que la moitié du nombre total d'entreprises décédées. La part relative pour la section "Hôtels et restaurants" atteint encore presque 15%, alors que celles des sections "Industrie" et "Education, santé et action sociale" restent en dessous de 5%.

**Tableau 6.2: Nombre d'entreprises décédées (en % du nombre total de décès)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuel				moyenne
		1997	1998	1999	2000	1997-2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>2.7</b>	<b>2.8</b>	<b>2.8</b>	<b>2.7</b>	<b>2.8</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	0.8	0.7	0.6	0.5	0.6
Edition, imprimerie, reproduction	22	0.9	0.9	1.0	0.7	0.9
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.3	0.2	0.4	0.7	0.4
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>6.1</b>	<b>5.7</b>	<b>6.8</b>	<b>5.1</b>	<b>5.9</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>31.7</b>	<b>33.2</b>	<b>33.3</b>	<b>30.0</b>	<b>32.0</b>
Commerce et réparation automobile	50	3.0	4.2	5.0	3.8	4.0
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	14.8	15.8	16.1	14.3	15.3
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	13.9	13.2	12.2	11.9	12.7
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>15.7</b>	<b>13.2</b>	<b>12.4</b>	<b>12.6</b>	<b>13.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>6.0</b>	<b>4.5</b>	<b>4.5</b>	<b>5.1</b>	<b>5.0</b>
Transports	60 à 63	5.7	4.1	4.1	4.7	4.6
Postes et télécommunications	64	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>5.8</b>	<b>7.0</b>	<b>6.1</b>	<b>8.0</b>	<b>6.7</b>
Intermédiation financière	65	4.1	5.4	4.8	6.1	5.1
Assurances	66	0.3	0.2	0.2	0.5	0.3
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	1.4	1.4	1.0	1.4	1.3
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>23.0</b>	<b>24.1</b>	<b>24.9</b>	<b>28.0</b>	<b>25.1</b>
Activités immobilières	70	6.5	6.5	6.8	7.1	6.7
Activités informatiques	72	2.1	2.5	2.3	3.4	2.6
14	74 (hors 74.15)	13.5	13.9	14.7	16.4	14.7
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.9	1.3	1.1	1.1	1.1
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>3.2</b>	<b>3.7</b>	<b>3.2</b>	<b>2.3</b>	<b>3.1</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>5.9</b>	<b>5.7</b>	<b>6.1</b>	<b>6.3</b>	<b>6.0</b>
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : STATEC

### Quelle est la proportion d'entreprises qui cessent l'activité chaque année?

Le taux de cessation<sup>1</sup> moyen, toutes activités confondues, atteint presque 9% au cours de la période couverte (cf. tableau 6.3). Pratiquement une entreprise active sur dix va cesser l'activité chaque année. Ce taux est relativement faible dans les sections "Éducation, santé et action sociale" (4%), "Industrie" (6%) et "Construction" (7%), mais surtout dans la division "Assurances" où il se

situe à 2% (malgré une hausse à 3% en 2000). A l'intérieur de la section "Industrie", notons le taux élevé pour la division "Edition, imprimerie, reproduction" (10%). Des taux moyens de cessation au-dessus de ceux observés pour l'économie entière sont enregistrés pour les sections "Hôtels et restaurants" (10.5%) et "Commerce" (10%). Celui-ci est particulièrement élevé dans la division "Intermédiation financière" (12.5), mais également dans la division "Commerce de gros et intermédiaires de commerce" (11%).

**Tableau 6.3: Taux de cessation (en % des entreprises actives)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuel				moyen
		1997	1998	1999	2000	1997-2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>5.2</b>	<b>5.8</b>	<b>6.3</b>	<b>5.9</b>	<b>5.8</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	6.2	6.7	5.8	4.9	5.9
Edition, imprimerie, reproduction	22	8.7	9.7	11.6	8.9	9.8
Métallurgie et travail des métaux	DJ	3.5	2.7	4.2	7.3	4.5
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	3.7	4.9	5.0	5.0	4.7
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>6.8</b>	<b>6.7</b>	<b>8.4</b>	<b>6.2</b>	<b>7.0</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>8.9</b>	<b>9.9</b>	<b>10.6</b>	<b>9.7</b>	<b>9.8</b>
Commerce et réparation automobile	50	6.5	9.7	12.3	9.6	9.6
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	10.2	11.1	11.9	10.6	11.0
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	8.3	8.7	8.9	8.8	8.7
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>11.0</b>	<b>10.2</b>	<b>10.4</b>	<b>10.6</b>	<b>10.6</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>10.7</b>	<b>8.5</b>	<b>8.5</b>	<b>9.1</b>	<b>9.2</b>
Transports	60 à 63	10.8	8.2	8.4	9.1	9.1
Postes et télécommunications	64	9.9	11.7	9.1	9.1	9.9
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>7.9</b>	<b>9.6</b>	<b>8.2</b>	<b>9.6</b>	<b>8.9</b>
Intermédiation financière	65	11.4	14.0	11.6	12.5	12.4
Assurances	66	1.5	1.2	1.5	3.1	1.8
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	7.5	7.8	6.1	7.5	7.2
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>8.2</b>	<b>8.7</b>	<b>8.9</b>	<b>9.4</b>	<b>8.8</b>
Activités immobilières	70	8.2	8.4	8.8	8.7	8.5
Activités informatiques	72	8.6	9.3	8.3	10.4	9.2
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	8.3	8.5	9.0	9.5	8.9
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	7.8	11.6	10.2	9.8	9.9
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>3.9</b>	<b>4.8</b>	<b>4.5</b>	<b>3.2</b>	<b>4.1</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>8.0</b>	<b>8.2</b>	<b>9.1</b>	<b>9.1</b>	<b>8.6</b>
<b>Total</b>		<b>8.3</b>	<b>8.7</b>	<b>9.1</b>	<b>8.8</b>	<b>8.7</b>

Source : STATEC

<sup>1</sup> Le taux de cessation est le rapport en pourcentage entre le nombre d'entreprises cessées et le nombre d'entreprises actives.

En comparaison européenne (cf. tableau 6.4), le taux de cessation des entreprises en 2000 observé pour le Luxembourg dépasse le taux moyen des pays participants (EU: 8.3%; LU: 9.2%) sans pour autant occuper l'une des trois premières places dans le classement des taux les plus élevés. Ce résultat trouve son explication dans le taux observé pour le secteur des services: le taux de cessation de ce secteur dépasse la moyenne observée parmi les pays participants (EU: 8.8%; LU: 9.7%), alors

que ceux des secteurs de l'industrie (EU: 6.7%; LU: 5.9%) et de la construction (EU: 7.0%; LU 6.2%) restent en dessous de la moyenne européenne. La structure des résultats observés pour le Luxembourg se confirme en général au niveau européen: les taux les plus élevés sont enregistrés dans le secteur des services, alors que les taux les plus faibles sont observés dans le secteur de l'industrie.

**Tableau 6.4: Taux de cessation (en %) en 2000 des pays participants**

	PP (1)	BE	DK	ES	IT	LU	PB	PT	FI	SE	GB	NO
Économie entière (C à K)	8.3	-	9.7	7.2	7.0	9.2	10.2	-	7.3	5.5	10.6	8.3
Industrie (C à E)	6.7	-	6.6	6.0	5.4	5.9	7.8	-	6.1	4.7	9.4	8.5
Construction (F)	7.0	-	7.5	7.2	6.6	6.2	7.5	-	6.9	4.8	9.7	6.7
Services (G à K)	8.8	-	10.6	7.4	7.4	9.7	11.0	-	7.7	5.8	10.9	8.6

(1) Moyenne des pays participants (hors Belgique et Portugal)

Source: Eurostat (NewCronos/theme4/SBS/Bus\_Demo)

### Incidence du décès d'entreprises sur la perte de postes d'emploi salarié

Chaque décès d'entreprise engendre un nombre plus ou moins élevé de postes d'emploi salarié perdus (à l'exception des entreprises ayant fonctionné avec le seul soutien du (des) propriétaire(s)-exploitant). En cas d'arrêt d'activité, le licenciement des salariés des entreprises concernées est souvent progressif et commence déjà bel et bien avant l'arrêt définitif des activités de l'entreprise. Afin de ne pas sous-estimer l'impact en termes de perte de postes d'emploi salarié résultant du décès d'entreprises, l'emploi salarié enregistré pour l'année précédant celle du décès de l'entreprise a été prise en compte dans les tableaux 6.5 à 6.7 (sauf pour les entreprises décédées qui n'avaient pas d'emploi salarié pour cette année et celles qui ont été créées durant la même année que celle du décès). En effet, une étude menée sur les différentes populations des entreprises décédées retenues pour la présente a montré que seulement dans 15% des cas en moyenne, l'emploi salarié enregistré pour l'année du décès dépassait celui de l'année précédente (les entreprises sans emploi salarié pour cette année mises à part). Ce résultat confirme les considérations qui précèdent.

Sur la période couverte, le nombre de postes d'emploi salarié perdus suite au décès d'entreprises varie entre 2 900 et 3 900 unités, ce qui correspond à une perte annuelle moyenne de quelques 3 400 postes (cf. tableau 6.5). Les pertes les plus importantes sont enregistrées

pour les sections "Construction" et "Commerce" avec plus de 750 postes d'emploi salarié perdus en moyenne chaque année. Pour la première, ce résultat s'explique par la perte exceptionnelle réalisée en 1997 (1 100 postes), les autres années restent en dessous de cette moyenne. Vu que le nombre des décès enregistrés pour cette section en 1997 n'excédait pas celui des années suivantes (cf. tableau 6.1), cette perte peut résulter de la cessation d'activité de quelques entreprises de taille plus importante.

En termes relatifs (en % du total des postes perdus suite au décès d'entreprises), les deux sections précitées contribuent chacune pour plus de 20% dans la perte de postes d'emploi salarié (cf. tableau 6.6). Par contre, les sections "Industrie", "Education, santé et action sociale" et "Services collectifs, sociaux et personnels" représentent chacune moins que 5% de la perte totale de postes d'emploi salarié engendrée par la cessation d'activité d'entreprises. Pour la section "Construction", cette part a diminué progressivement au cours de la période couverte pour passer de 29% en 1997 à 17% en 2000. En comparant ces résultats avec ceux du tableau 6.2 (Nombre d'entreprises décédées en % du total des décès), il en ressort pourtant clairement que la taille moyenne (emploi salarié moyen) des entreprises décédées de la section "Construction" dépasse nettement celle de la section "Commerce" (la taille moyenne des entreprises actives est trois fois plus élevée pour la première, cf. tableau 3.5).

**Tableau 6.5: Perte de postes d'emploi salarié engendrée par le décès d'entreprises**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors I))	annuelle				moyenne
		1997	1998	1999	2000	1997-2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>140</b>	<b>202</b>	<b>149</b>	<b>175</b>	<b>167</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	43	65	56	43	52
Edition, imprimerie, reproduction	22	32	9	28	16	21
Métallurgie et travail des métaux	DJ	32	15	32	64	36
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	33	113	33	52	58
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>1 112</b>	<b>644</b>	<b>717</b>	<b>570</b>	<b>761</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>780</b>	<b>690</b>	<b>976</b>	<b>749</b>	<b>799</b>
Commerce et réparation automobile	50	94	75	232	79	120
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	255	304	312	301	293
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	431	311	432	369	386
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>482</b>	<b>451</b>	<b>454</b>	<b>511</b>	<b>475</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>271</b>	<b>228</b>	<b>190</b>	<b>282</b>	<b>243</b>
Transports	60 à 63	250	206	173	263	223
Postes et télécommunications	64	21	22	17	19	20
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>194</b>	<b>186</b>	<b>199</b>	<b>218</b>	<b>199</b>
Intermédiation financière	65	122	104	99	149	119
Assurances	66	1	4	12	23	10
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	71	78	88	46	71
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>688</b>	<b>323</b>	<b>403</b>	<b>650</b>	<b>516</b>
Activités immobilières	70	50	79	70	52	63
Activités informatiques	72	55	33	44	56	47
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	553	194	274	494	379
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	30	17	15	48	28
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>73</b>	<b>87</b>	<b>204</b>	<b>141</b>	<b>126</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>147</b>	<b>99</b>	<b>123</b>	<b>115</b>	<b>121</b>
<b>Total</b>		<b>3 887</b>	<b>2 910</b>	<b>3 415</b>	<b>3 411</b>	<b>3 406</b>

Source : STATEC

**Tableau 6.6: Perte de postes d'emploi salarié engendrée par le décès d'entreprises (en % de la perte total de postes suite au décès d'entreprises)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors I))	annuelle				moyenne
		1997	1998	1999	2000	1997-2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>3.6</b>	<b>6.9</b>	<b>4.4</b>	<b>5.1</b>	<b>4.9</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	1.1	2.2	1.6	1.3	1.5
Edition, imprimerie, reproduction	22	0.8	0.3	0.8	0.5	0.6
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.8	0.5	0.9	1.9	1.0
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	0.8	3.9	1.0	1.5	1.7
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>28.6</b>	<b>22.1</b>	<b>21.0</b>	<b>16.7</b>	<b>22.3</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>20.1</b>	<b>23.7</b>	<b>28.6</b>	<b>22.0</b>	<b>23.5</b>
Commerce et réparation automobile	50	2.4	2.6	6.8	2.3	3.5
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	6.6	10.4	9.1	8.8	8.6
Commerce de détail et réparation d'articles	52	11.1	10.7	12.7	10.8	11.3
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>12.4</b>	<b>15.5</b>	<b>13.3</b>	<b>15.0</b>	<b>13.9</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>7.0</b>	<b>7.8</b>	<b>5.6</b>	<b>8.3</b>	<b>7.1</b>
Transports	60 à 63	6.4	7.1	5.1	7.7	6.5
Postes et télécommunications	64	0.5	0.8	0.5	0.6	0.6
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>5.0</b>	<b>6.4</b>	<b>5.8</b>	<b>6.4</b>	<b>5.9</b>
Intermédiation financière	65	3.1	3.6	2.9	4.4	3.5
Assurances	66	0.0	0.1	0.4	0.7	0.3
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	1.8	2.7	2.6	1.3	2.1
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>17.7</b>	<b>11.1</b>	<b>11.8</b>	<b>19.1</b>	<b>15.2</b>
Activités immobilières	70	1.3	2.7	2.0	1.5	1.8
Activités informatiques	72	1.4	1.1	1.3	1.6	1.4
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	14.2	6.7	8.0	14.5	11.1
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	0.8	0.6	0.4	1.4	0.8
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>1.9</b>	<b>3.0</b>	<b>6.0</b>	<b>4.1</b>	<b>3.7</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>3.8</b>	<b>3.4</b>	<b>3.6</b>	<b>3.4</b>	<b>3.6</b>
<b>Total</b>		<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

Source : STATEC

### Quelle est la proportion de postes d'emploi salarié perdus suite au décès d'entreprises?

Le nombre total de postes d'emploi salarié perdus chaque année suite au décès d'entreprises représente en moyenne 1.7% du nombre total de postes d'emploi salarié occupés parmi la population des entreprises actives (cf. tableau 6.7). Les risques de perdre son emploi

de cette manière sont les plus élevées dans les sections "Hôtels et restaurants" (4.4%) et "Construction" (2.9%), mais également dans la division "Activités immobilières" (4.4%). Elles sont par contre plus faibles dans les sections "Industrie" (0.5%) et "Activités financières" (0.7%) – notamment les divisions "Intermédiation financière", mais également dans la division "Postes et télécommunications" (0.5%).

**Tableau 6.7: Perte de postes d'emploi salarié engendrée par le décès d'entreprises (en % de l'emploi salarié des entreprises par branche d'activité)**

Branche d'activité	Nace (C à O (hors L))	annuelle				moyenne
		1997	1998	1999	2000	1997-2000
<b>Industrie</b>	<b>C à E</b>	<b>0.4</b>	<b>0.6</b>	<b>0.4</b>	<b>0.5</b>	<b>0.5</b>
Industries agricoles et alimentaires	DA	1.0	1.5	1.2	0.9	1.2
Edition, imprimerie, reproduction	22	1.6	0.4	1.2	0.6	0.9
Métallurgie et travail des métaux	DJ	0.3	0.1	0.3	0.6	0.3
Autres industries	C à E (hors DA, 22, DJ)	0.2	0.7	0.2	0.3	0.4
<b>Construction</b>	<b>F</b>	<b>4.5</b>	<b>2.5</b>	<b>2.7</b>	<b>2.1</b>	<b>2.9</b>
<b>Commerce</b>	<b>G</b>	<b>2.5</b>	<b>2.2</b>	<b>2.9</b>	<b>2.2</b>	<b>2.4</b>
Commerce et réparation automobile	50	1.8	1.4	4.0	1.3	2.1
Commerce de gros et intermédiaires de commerce	51	2.4	2.8	2.7	2.4	2.6
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	52	2.9	2.0	2.6	2.3	2.4
<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>H</b>	<b>4.6</b>	<b>4.3</b>	<b>4.1</b>	<b>4.5</b>	<b>4.4</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>I</b>	<b>1.7</b>	<b>1.3</b>	<b>1.0</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>
Transports	60 à 63	1.9	1.5	1.1	1.5	1.5
Postes et télécommunications	64	0.6	0.6	0.4	0.5	0.5
<b>Activités financières</b>	<b>J</b>	<b>0.8</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>	<b>0.7</b>
Intermédiation financière	65	0.6	0.5	0.5	0.6	0.6
Assurances	66	0.1	0.2	0.6	1.1	0.6
Auxiliaires financiers et d'assurance	67	2.2	1.9	2.1	0.9	1.7
<b>Immobilier, location et services aux entreprises</b>	<b>K</b>	<b>2.8</b>	<b>1.2</b>	<b>1.1</b>	<b>1.6</b>	<b>1.6</b>
Activités immobilières	70	3.8	5.6	4.6	3.4	4.4
Activités informatiques	72	2.3	1.1	1.3	1.4	1.5
Services fournis principalement aux entreprises	74 (hors 74.15)	3.0	0.9	1.0	1.6	1.6
Location sans opérateur; recherche et développement	71, 73	1.0	0.5	0.4	1.3	0.8
<b>Éducation, santé et action sociale</b>	<b>M (hors 80.1 à 80.3), N</b>	<b>0.6</b>	<b>0.7</b>	<b>1.5</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>
<b>Services collectifs, sociaux et personnels</b>	<b>O (hors 91)</b>	<b>3.5</b>	<b>2.3</b>	<b>2.7</b>	<b>2.3</b>	<b>2.7</b>
<b>Total</b>		<b>2.1</b>	<b>1.5</b>	<b>1.6</b>	<b>1.5</b>	<b>1.7</b>

Source : STATEC

### Les faillites d'entreprises

Les faillites constituent un sous-ensemble de la population des entreprises décédées. Leur nombre absolu se chiffre à presque 600 entreprises en 2000 (cf. tableau 6.8) et a fortement progressé au cours des deux dernières années observées. La section "Commerce" enregistre la plus forte progression du nombre de faillites, leur nombre passant de 140 en 1997 à plus de 250 entreprises en

2000. Il en résulte que la contribution de cette dernière dans le nombre total annuel de faillites a augmenté de 33% en 1997 à 43% en 2000. Celle-ci est suivie directement par les sections "Immobilier, location et services aux entreprises" (représentant en moyenne 17% de l'ensemble des faillites), "Construction" (13.5%) et "Hôtels et restaurant" (13%). Pour la section "Construction", on peut observer une baisse progressive du nombre de faillites en termes relatifs (de 18 à 11%).

**Tableau 6.8: Nombre de faillites (en chiffres absolus et relatifs)**

Branche d'activité	Nace (divisions)	Nombre de faillites				En % du nombre total de faillites			
		1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Industrie	10-41	10	12	25	19	2.4	3.0	4.6	3.3
Construction	45	75	56	70	64	18.0	14.2	12.8	11.0
Commerce	50-52	139	145	208	254	33.4	36.7	37.9	43.5
Hôtels et restaurants	55	59	65	67	67	14.2	16.5	12.2	11.5
Transports et communications	60-64	31	21	40	21	7.5	5.3	7.3	3.6
Activités financières	65-67	24	18	27	34	5.8	4.6	4.9	5.8
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	62	63	101	102	14.9	15.9	18.4	17.5
Autres services	80-95	16	15	11	23	3.8	3.8	2.0	3.9
<b>Total</b>	<b>10-95 (hors 75)</b>	<b>416</b>	<b>395</b>	<b>549</b>	<b>584</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : STATEC

En matière de faillites, deux indicateurs particulièrement intéressants peuvent être calculés: le taux de faillite<sup>1</sup> et le ratio de faillite<sup>2</sup>. Les deux mesurent le nombre de faillites en termes relatifs, le premier en pourcentage de la population des entreprises actives et le second en pourcentage de la population des entreprises décédées.

Le taux de faillite atteint en moyenne 2% au cours de la période couverte (cf. tableau 6.9). Il est le plus élevé dans la section "Construction" avec presque 4%. Ainsi, les risques de tomber en faillite sont les plus élevés pour les entreprises actives appartenant à cette dernière. Des taux également au-dessus de la moyenne peuvent être observés dans les sections "Commerce" (2.7%), "Transports et communications" (2.5%) et "Hôtels et restaurant" (2.4%). Par contre, ce taux se situe aux alentours de 0.5% en moyenne pour la section "Autres services".

A titre indicatif, le taux de faillite tel qu'il est calculé dans la présente ne comprend pas au dénominateur les quelques 15 000 holdings redevables de la taxe

d'abonnement<sup>3</sup> auprès de l'Administration de l'Enregistrement. La grande majorité de ces sociétés n'est pas considérée comme actives au sens de ce projet. Leur inclusion au dénominateur du taux de faillite aurait pour effet une forte diminution de celui-ci et le rendrait plus attractif en comparaison internationale

Le ratio de faillite, toutes activités confondues, atteint en moyenne presque 25% (cf. tableau 6.9). En d'autres termes, une entreprise décédée sur quatre est tombée en faillite. Les ratios les plus élevés peuvent être observés dans la section "Construction" (plus de 50% en moyenne, 66% en 1997). Il en découle que la faillite est la raison principale de la cessation d'activité dans cette section. Des ratios en moyenne au-dessus de 25% sont également enregistrés pour les sections "Industrie", "Commerce" et "Transports et communications". Par contre, comme déjà observé pour le taux de faillite, les ratios de faillite les plus faibles sont observés pour la section "Autres services" (en dessous de 10%). La cessation volontaire d'activité semble être la raison principale pour le décès d'entreprises dans cette section.

**Tableau 6.9: Taux de faillite (en % des entreprises actives) et ratio de faillite (en % des entreprises décédées)**

Branche d'activité	Nace (divisions)	Taux de faillite (en %)				Ratio de faillite (en %)			
		1997	1998	1999	2000	1997	1998	1999	2000
Industrie	10-41	1.0	1.2	2.5	1.9	20.0	20.7	39.7	31.7
Construction	45	4.5	3.2	3.9	3.5	66.4	48.3	46.4	56.6
Commerce	50-52	2.1	2.1	3.0	3.7	23.7	21.4	28.0	37.9
Hôtels et restaurants	55	2.2	2.5	2.5	2.5	20.3	24.2	24.2	23.8
Transports et communications	60-64	3.0	1.9	3.4	1.7	27.7	22.8	40.0	18.3
Activités financières	65-67	1.8	1.2	1.6	1.8	22.4	12.7	19.9	19.1
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	1.2	1.1	1.6	1.5	14.6	12.8	18.2	16.3
Autres services	80-95	0.6	0.5	0.4	0.7	9.5	7.8	5.3	12.0
Total	10-95 (hors 75)	1.9	1.7	2.2	2.3	22.5	19.4	24.6	26.1

Sources : STATEC

<sup>1</sup> Le taux de faillite est le rapport en pourcentage entre le nombre de faillites et le nombre d'entreprises actives.

<sup>2</sup> Le ratio de faillite est le rapport en pourcentage entre le nombre de faillites et le nombre d'entreprises décédées.

<sup>3</sup> La taxe d'abonnement est un droit d'enregistrement établi sur la négociabilité des titres. Elle a pour objet l'imposition de la circulation présumée des actions.

## 7. Dynamique de la population des entreprises actives

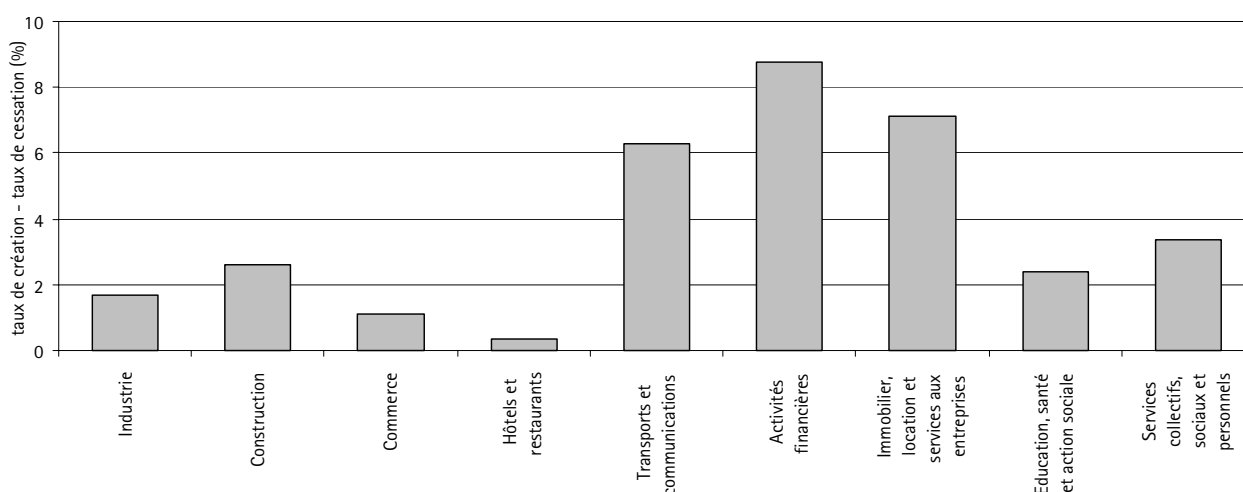
L'incidence de la création et cessation d'entreprises sur le nombre d'entreprises actives peut être mesurée par deux indicateurs déjà connus: taux de création et taux de cessation d'entreprises. D'une part, ils nous renseignent sur le changement net de la population des entreprises actives (taux de création moins taux de cessation, graphique 7.1) et d'autre part, ils nous procurent des informations sur la volatilité de celle-ci (taux de création plus taux de cessation, graphique 7.2).

De manière générale, on peut observer que les activités qui enregistrent des taux de création et de cessation élevés sont souvent les mêmes. Ceci peut s'expliquer en partie par des facteurs économiques tels que barrières à l'entrée et à la sortie. En effet, bon nombre d'activités sont caractérisées par la présence de barrières à l'entrée et à la sortie très élevées de sorte que la structure d'une branche particulière peut rester inchangée au cours du temps lorsque les entreprises existantes parviennent à maintenir leur position dominante. D'un autre côté, il existe également des activités pour lesquelles les coûts associés à l'entrée sont relativement faibles, de sorte que ces activités enregistrent un nombre plus élevé d'entreprises créées, mais comptent également un nombre important d'entreprises décédées.

### Changement net de la population des entreprises actives

Le graphique 7.1 ci-après reprend la différence par section entre le taux de création et de cessation (moyenne annuelle 1998-2000), laquelle nous renseigne sur le changement net d'une population bien déterminée d'entreprises actives. On peut constater qu'il y a création nette d'entreprises au cours des 3 années considérées pour toutes les branches d'activité. La différence la plus importante est observée pour la section « Activités financières » dépassant la barre des 8%. C'est surtout la division « Intermédiation financière » responsable de ce résultat. Les sections « Immobilier, location et services aux entreprises » et « Transports et communications » enregistrent également des différences élevées (>6%) entre le taux de création et de cessation d'entreprises. Par contre, cette différence est relativement faible (<2%) pour les sections « Industrie », « Commerce », mais surtout pour la section « Hôtels et restaurants » pour laquelle elle est proche de zéro. Pour cette dernière, on peut constater que l'ensemble des locaux exploités reste quasiment inchangé au cours du temps. Les entreprises créées dans cette section reprennent ainsi dans la plupart des cas les locaux déjà existants et devenus libres suite au décès d'entreprises ayant exercé des activités similaires.

Graphique 7.1: Changement net de la population des entreprises actives (moyenne annuelle 1998-2000)



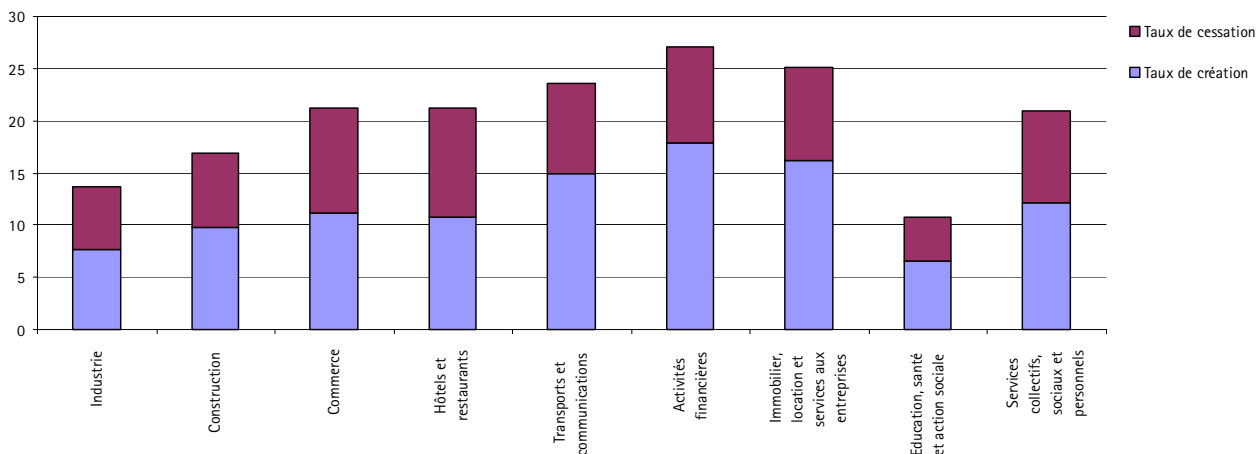
Source : STATEC

### Volatilité de la population des entreprises actives

Le graphique 7.2 ci-dessous reprend la somme par section du taux de création et de cessation (moyenne annuelle 1998-2000), laquelle nous renseigne sur la volatilité de la population des entreprises actives. De manière générale, la volatilité excède la barre des 20% pour la plupart des sections. Celle-ci est la plus élevée dans les sections « Activités financières » et « Immobilier, location et services aux entreprises »,

dépassant pour chacune la barre des 25%. Ces deux sections sont ainsi les plus dynamiques en termes de création et de cessation d'entreprises. Par contre, elle reste relativement faible (<15%) pour les sections « Industrie » et « Education, santé et action sociale ». Pour la première, ce résultat peut s'expliquer par la présence de barrières à l'entrée et à la sortie élevées.

**Graphique 7.2: Volatilité de la population des entreprises actives (moyenne annuelle 1998-2000)**



Source: STATEC



## Conclusion

Cette première publication sur la démographie des entreprises au Luxembourg visait essentiellement à présenter la méthodologie utilisée, les difficultés pratiques rencontrées ainsi que les résultats obtenus lors des deux premières collectes de données.

Au niveau de la méthodologie recommandée au niveau européen, ce projet nous met devant 3 difficultés majeures:

- repérer les liens existants entre unités légales susceptibles de former une seule entreprise;
- repérer l'ensemble des entreprises actives au cours d'une période de référence;
- repérer et exclure les « fausses » naissances ou les « faux » décès d'entreprises apparaissant lors de l'élaboration des populations des entreprises créées et cessées.

Ces difficultés pourront être partiellement résolues par l'application d'un seuil minimal en matière de chiffre d'affaires annuel pour exclure les très petites unités. De même, la couverture de certaines activités économiques pourrait être révisée pour des collectes futures de données (signalons dès à présent que les « Institutions sans but lucratif au service des ménages » ne sont plus couvertes à partir de la prochaine collecte de données – quelques 1 000 entreprises seront ainsi exclues du champ d'observation).

Au niveau des résultats, nous avons constaté que le nombre annuel d'entreprises créées est relativement constant, fluctuant entre 3 000 et 3 200 entreprises sur la période 1998-2001. Par contre, le nombre annuel d'entreprises cessées a progressé continuellement, passant de 1 850 en 1997 à plus de 2 200 entreprises en 2000. Il en résulte une croissance annuelle moyenne de la population des entreprises actives de +4% sur la période 1997-2001.

Au niveau des indicateurs à développer et à inclure dans le rapport de synthèse annuel de la Commission Européenne suite au Conseil de Lisbonne, de même qu'au niveau de ceux prévus dans le rapport Fontagné sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, les résultats suivants ont été obtenus:

- un taux de création d'entreprises annuel moyen (1998-2001) de 12.3% variant entre 6.4 à 18.2% pour les différentes sections de la NACE;
- un taux de cessation d'entreprises annuel moyen (1997-2000) de 8.7% variant entre 4.1 à 10.6% pour les différentes sections de la NACE;
- un taux de survie annuel moyen à 1 an des entreprises créées (créations 1998-2000) de

89%, variant entre 86 à 94% pour les différentes sections de la NACE;

- un taux de survie annuel moyen à 3 ans des entreprises créées (créations 1998) de 67%, variant entre 61 à 78% pour les différentes sections de la NACE;
- un changement net annuel moyen (1998-2000) de la population des entreprises actives de +3.7%, variant entre +0.4 à +8.7% pour les différentes sections de la NACE;
- une volatilité annuelle moyenne (1998-2000) de la population des entreprises actives de 21.4%, variant entre 10.7 à +27.0% pour les différentes sections de la NACE;

Pour terminer, mentionnons encore 2 projets actuellement en préparation et directement liés au projet « Démographie des entreprises »:

- des travaux sont actuellement en cours pour intégrer les indépendants (y compris les propriétaires d'entreprises) dans notre banque de données « Répertoire des entreprises ». Ceci devra permettre d'inclure une variable supplémentaire, à savoir le nombre de personnes occupées dans une entreprise, pour les collectes futures de données en complément du nombre de salariés (actuellement ce nombre est estimé sur base des recommandations en vigueur pour ce projet);
- un nouveau projet intitulé « Factors of business success » sera lancé en collaboration avec Eurostat début 2005 pour compléter les données statistiques obtenus pour le projet « Démographie des entreprises ». Ce nouveau projet vise essentiellement à produire des informations statistiques permettant d'obtenir des réponses aux thèmes suivants:
  - les raisons pour lancer sa propre entreprise (motivations);
  - le dynamisme des entreprises nouvelles, p. ex. leur croissance en termes d'emploi et de chiffre d'affaires et les facteurs expliquant les tendances observées;
  - les risques et obstacles rencontrés (financier, législatif ou administratif);
  - le profil des entrepreneurs réussissant et l'analyse des principaux facteurs pour la survie et la croissance d'une entreprise.